



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONFERENCE NATIONALE JEUNES

17 et 18 octobre 2009

BULLETIN DE DISCUSSION N°1

Sommaire :

I - Motions :

- 1) Motion Journal majoritaire au secrétariat du 2 mai 2009 et adoptée dans les Comités jeunes Monet, Arras, Lille et 92 Nord jeunes
- 2) Motion Journal minoritaire au secrétariat du 2 mai 2009
- 3) Motion Journal adoptée par le Comité étudiant de Nancy
- 4) Motion journal adoptée par le Comité jeunes de Jussieu

II - Contributions

- 1) Retour sur la situation politique
- 2) Journal jeunes : Une décision de Congrès qui doit s'appliquer !
- 3) Un tout est à nous en direction de la jeunesse
- 4) Contribution du Comité étudiant(e) de Rennes au débat sur le journal

5) Contribution de Rouen

6) Mise au point sur le journal des jeunes

7) De l'autonomie de la jeunesse et de l'importance de la construction du secteur jeune du NPA

8) De l'importance du syndicalisme étudiant

9) Quelle organisation dans les lycées ?

10) Pour un syndicalisme lycéen de lutte, démocratique et organisé, rejoignons les rangs de Sud Lycéen !

11) Les liens entre les comités lycéens et les comités étudiants

12) Contribution du Comité lycées Toulouse

13) Secteur jeune : au boulot !

14) De quel journal avons nous besoin ?

15) Construire le NPA chez les jeunes, une volonté qui doit se donner les moyens de sa réussite

MOTIONS

1) Motion Journal majoritaire au Secrétariat Jeunes du 2 mai 2009 (20 voix Pour sur 24 votants) et adoptée dans les Comités jeunes Monet, Arras, Lille et 92 Nord Jeunes

Ayant appris que le comité exécutif avait rediscuté la possibilité même de la sortie d'un journal propre aux jeunes du NPA, suite au projet qui lui a été présenté par le secrétariat jeune, nous nous étonnons de cette position.

Le congrès national du NPA qui s'est tenu en février dernier a acté dans son programme et ses statuts le fait qu'il existait une spécificité de la jeunesse et que pour cela nous avons besoin d'outils spécifiques pour nous adresser à ce secteur. Compte tenu de ces spécificités, nous avons aussi acté une certaine autonomie du fonctionnement des jeunes à l'intérieur du NPA pour leur permettre de faire leurs propres expériences et de mettre en place les outils les mieux adaptés pour une intervention efficace dans la jeunesse.

Du fait de l'annulation de la CNJ qui était prévue initialement à la mi-mars, la réflexion autour de cette intervention et la mise en place d'outils d'intervention a déjà pris beaucoup de retard. La sortie d'un journal jeune, comme il est stipulé dans les statuts, est pour nous urgente.

Ne pas permettre sa sortie dans les plus brefs délais serait pour nous remettre en cause ce que nous avons acté au congrès de fondation. Nous rappelons qu'un matériel type 4 pages (proposition de remplacement qui semblait émaner du comité exécutif) n'est pas un journal mais un tract un peu plus long et ne correspond pas aux propositions discutées par les jeunes.

2) Motion Journal minoritaire au Secrétariat Jeunes du 2 mai 2009 (4 voix Pour sur 24)

Tout est à nous doit être l'outil principal de toute l'organisation. La jeunesse est un secteur important, régulièrement en lutte ces dernières années, ayant la capacité d'entraîner les secteurs salariés. Elle doit être un secteur privilégié pour l'intervention du NPA. Il est important que le NPA dans son entier ait le souci de se tourner vers les jeunes : dans nos quartiers, dans les banlieues et quartiers populaires, dans les lieux d'enseignements. Pour cela, les outils du NPA doivent parler aux jeunes, de leurs préoccupations, de leurs mouvements et revendications. Nous ne pouvons séparer les thématiques : pourtant de fait, si un journal jeune s'occupe des questions jeunes, le journal « non jeune » s'en déchargera.

C'est pourquoi nous faisons une proposition de « 2 en 1 ». Celle d'un 4 pages jeune aux formes et aux couleurs (chartre graphique) de Tout est à nous dont la fréquence est à réfléchir en fonction de la disponibilité des militants jeunes (hebdomadaire, bi-mensuel, mensuel ?) à insérer dans le journal. En fonction de son lieu de vente, on pourrait faire le contraire en insérant le journal dans le 4 pages pour vendre Tout est à nous avec une « une » sur des questions spécifiques jeunes lorsque cela se pose (mouvement « jeune »). Une telle proposition combine plusieurs avantages :

-un journal commun vendu et pris en charge par tous les comités (jeunes/quartiers/lieux de travail).

- une politique en direction de la jeunesse assumée par tous les comités.

- Un coût réduit pour la production et la diffusion de cette formule 2 en 1

- Une élaboration des thématiques jeunes

spécifiques élaborées par les jeunes.

Par ailleurs cette formule nous évite un débat douloureux sur un nom différent pour un journal jeune (la proposition actuelle est : l'étincelle anticapitaliste- Journal des jeunes du NPA- De la révolte à la révolution). Et donc de ne pas essayer de trancher des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolues.

3) Motion Journal adoptée à l'unanimité dans le Comité étudiant de Nancy

Ayant appris que le Comité Exécutif avait rediscuté la possibilité même de la sortie d'un journal jeunes, suite au projet majoritairement adopté par le journal jeunes, nous nous étonnons de cette décision.

Le congrès national du NPA qui s'était tenu en février dernier a acté dans son programme et ses statuts le fait qu'il existait une spécificité de la jeunesse et que pour cela il fallait des outils spécifiques pour nous adresser à ce secteur. Compte tenu de ces spécificités, nous avons aussi acté une certaine autonomie de fonctionnement des jeunes au sein du NPA pour leur permettre de faire leurs propres expériences et de mettre en place les outils les mieux adaptés pour une intervention efficace dans la jeunesse.

Du fait de l'annulation puis du report de la Conférence Nationale Jeunes, prévue initialement mi-mars et qui aura finalement lieu en octobre, la réflexion autour de cette intervention et la mise en place d'outils d'intervention a déjà pris beaucoup de retard.

La sortie d'un journal jeunes, comme stipulé dans les statuts, est pour nous urgente. Ne pas permettre sa sortie serait pour nous remettre en cause ce qui a été acté démocratiquement au congrès.

En conséquence, le comité facs NPA de Nancy exige la parution d'un réel journal jeunes dans les plus brefs délais.

4) Motion Journal adoptée à l'unanimité dans le Comité jeunes de Jussieu

Ayant appris que le comité exécutif avait rediscuté la possibilité même de la sortie d'un journal propre aux jeunes du npa, suite au projet qui lui a été présenté par le secrétariat jeune, nous nous étonnons de cette position.

Le congrès national du npa qui s'est tenu en février dernier a acté dans son programme et ses statuts le fait qu'il existait une spécificité de la jeunesse et que pour cela nous avons besoin d'outils spécifiques pour nous adresser à ce secteur.

Compte tenu de ces spécificités, nous avons aussi acté une certaine autonomie du fonctionnement des jeunes à l'intérieur du npa pour leur permettre de faire leurs propres expériences et de mettre en place les outils les mieux adaptés pour une intervention efficace dans la jeunesse.

Du fait de l'annulation de la cnj qui était prévue initialement à la mi-mars, la réflexion autour de cette intervention et la mise en place d'outils d'intervention a déjà pris beaucoup de retard. La sortie d'un journal jeune, comme il est stipulé dans les statuts, est pour nous urgente. Ne pas permettre sa sortie dans les plus brefs délais serait pour nous remettre en cause ce que nous avons acté au congrès de fondation.

Ce n'est en rien contradictoire avec «Tout est à Nous», il faudra bien évidemment toujours laisser une place dans celui-ci pour des articles concernant la jeunesse et/ou rédigés par des jeunes.

CONTRIBUTIONS

1) Retour sur la situation politique actuelle

Pour comprendre nos tâches dans la jeunesse en France, il est nécessaire de discuter collectivement des grandes coordonnées de la situation politique globale.

I - Une situation politique instable, des batailles d'ampleur à préparer

Une situation internationale marqué par la crise et la guerre

Malgré toute la propagande dominante, nous sommes au coeur d'une crise du capitalisme et non d'un capitalisme. Le système est périodiquement traversé par des crises de surproduction. Celle que nous connaissons aujourd'hui est identique même si elle est inédite par son ampleur. Le système a produit en trop grande quantité par rapport à la demande qui elle-même s'effondrait sous le coup des politiques libérales menées depuis des années. D'où le développement de tout un tas d'artifice comme les subprimes ou les crédits revolving pour permettre à la production d'avoir toujours un marché suffisant pour s'écouler. Mais au bout d'un moment les gadgets craquent et il y a crise de surproduction. Pour la bourgeoisie il s'agit donc maintenant de liquider de grandes quantités de capital accumulé ce qui se traduit déjà en partie par les politiques de baisse de la production (chômage technique, licenciements, ...) et d'expansion agressive (guerre, ...).

Un système de domination instable au niveau international

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS et de la guerre du Golfe, l'impérialisme US apparaissait comme une superpuissance incontestée, capable d'imposer sa force et de faire accepter largement l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme.

En un peu plus d'une décennie, la situation a évolué. L'impérialisme dominant est désormais contesté directement en Amérique latine et au Moyen-Orient. Il est concurrencé au niveau économique, notamment par l'UE et par de nouvelles puissances (notamment la Chine). Il cherche à s'appuyer sur sa nette supériorité militaire pour défendre son leadership économique qui lui est sérieusement menacé. Partout dans le monde la politique d'offensive antisociale et militaire est remise en cause par une large partie de la population, même si le rapport de forces entre la classe ouvrière et les peuples opprimés d'une part et la bourgeoisie d'autre part est toujours clairement défavorable. La crise économique actuelle crée des difficultés importantes pour les classes dirigeantes, qui n'arrivent pas à s'accorder sur une politique cohérente pour s'en sortir.

Face à cette instabilité du système leur objectif est de revenir à une période de stabilisation du capitalisme qui permette une accumulation des profits avec le moins de risque possible type « 30 glorieuses ». Il faut donc s'attendre dans les prochains temps à des inflexions dans les politiques des classes dirigeantes, au-delà des inflexions tactiques pour se sortir de la crise. Déjà on peut voir des premiers changements dans la politique des Etats-Unis. L'élection d'Obama entraîne des modifications dans la manière dont l'impérialisme US agit. En cherchant à intégrer à sa politique les différents pays des régions stratégiques, l'impérialisme opère un tournant par rapport à la stratégie « bushienne » unilatérale. En Afghanistan, les Etats-Unis s'associe depuis peu au Pakistan pour mettre fin à la résistance. En Amérique Latine, le récent sommet des Amériques et les déclarations sur Cuba montrent une volonté d'intégrer les processus de radicalisation sociale vers une voie qui rassure les intérêts américains.

La France s'aligne elle de plus en plus sur la politique des Etats-Unis en réintégrant le commandement de l'OTAN et en augmentant sa présence en Afghanistan.

Partout dans les pays impérialistes, les conséquences de ces politiques guerrières sont un renforcement du sécuritaire. Aux Etats-Unis ce sont 10 nouveaux milliards de dollars qui viennent d'y être affecté. Ailleurs, le renforcement de la criminalisation des mouvements sociaux et des politiques de contrôles vont dans ce sens.

Prendre la mesure de la crise économique

La crise économique actuelle est très sérieuse. Mais il n'existe pas de situation sans issue pour la bourgeoisie. Elle a marqué des points au niveau économique et politique, mais elle n'a pas réussi à enclencher une nouvelle phase d'expansion durable. Pour y arriver, il faudrait bouleverser de fond en comble non seulement les conditions d'exploitation des travailleurs et dégager de nouveaux secteurs économiques porteurs, mais restructurer l'ensemble du système de domination capitaliste : cela suppose qu'une puissance ou un groupe de puissances impérialistes s'impose face aux autres dans la douleur, de mater les résistances des peuples partout dans le monde, de restreindre radicalement les libertés démocratiques là où elles existent, de totalement domestiquer ou briser les syndicats et les organisations de lutte des travailleurs.... Cela voudrait dire infliger des défaites d'ampleur historique aux travailleurs et aux peuples. Le coût social et écologique d'une telle restructuration complète serait catastrophique. La bourgeoisie est de plus en plus acculée à remettre en cause tous les acquis sociaux, tous les compromis du passé, tout en construisant un nouveau mode d'organisation globale du système et elle sait que cela veut dire des affrontements d'ampleur, des situations d'explosion sociales très dangereuses.

Une période s'ouvre d'affrontements majeurs aux formes différentes du passé, mais dont la violence sera probablement comparable. La situation en Amérique latine dans la dernière décennie, plus particulièrement en Bolivie et au Venezuela, ou à un niveau différent ce qui se passe actuellement en Guadeloupe donne une idée de ce qui peut se produire. En France métropolitaine, la révolte des quartiers populaires ou le CPE ont montré qu'une explosion n'était pas si lointaine. Tout l'enjeu pour notre camp est de s'y préparer pour empêcher la catastrophe et faire une percée hors de la crise et de la barbarie vers le socialisme.

II - Des contradictions et des potentialités importantes dans la situation française

Comprendre la cohérence du projet de la classe dirigeante

En France, l'objectif central de la classe dirigeante est de faire baisser le coût du travail. C'est à dire de faire baisser la part de la rémunération des salariés dans la répartition des richesses et d'avoir à disposition une main d'œuvre flexible qui s'adapte en permanence aux besoins de l'économie de marché. Cela n'est pas nouveau. Dans les années 70, la répartition des richesses était de 70 % pour le travail et de 30 % pour le capital. C'est à dire que pour 100 euros de richesses produites, 70 euros allaient dans les poches des travailleurs et 30 euros allaient dans celles des patrons. Aujourd'hui, la répartition capital/travail est de 40/60. Ainsi, en 40 ans de politiques libérales, la bourgeoisie nous a volé 10 points de PIB pour renflouer ses caisses ! C'est cela la baisse du coût du travail.

On assiste avec Sarkozy à une accélération des attaques pour atteindre cet objectif. La crise oblige la classe dirigeante française à mener une politique encore plus agressive pour placer définitivement la France dans le peloton de tête des puissances mondiales et Européennes pour rivaliser avec les économies « émergentes ». Ainsi, la crise oblige la bourgeoisie à trouver des solutions stratégiques pour s'en sortir (réorganisation de la production, destruction du capital accumulé) mais pour rester compétitive sa politique est de faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs.

La traduction concrète de cette politique chez les travailleurs est simple : licenciements massifs, attaques sur les salaires, chômages techniques et précarisation des conditions de travail.

Les attaques contre l'éducation dans son ensemble visent en fait au même objectif. Il s'agit de briser les qualifications de toutes les générations futures pour tirer vers le bas les conditions de travail de tous les travailleurs. En cela, l'attaque contre les diplômés est la plus grave. Car elle vient remodeler en profondeur ce que seront les conditions de travail dans quelques années. L'individualisation des parcours et des qualifications entrainera une individualisation des conditions de travail : seuls face au patron pour négocier nos droits ! Quand Fillon déclarait que la LRU était sans doute la réforme la plus importante du mandat présidentiel, nous devons le prendre au mot !

Faces aux attaques, les résistances se multiplient mais perdent

Malgré le rapport de force négatif, on assiste depuis plusieurs années à une remontée des résistances et des luttes. Aujourd'hui, malgré le manque de perspectives offertes par les directions syndicales, une combativité forte existe chez de nombreux travailleurs. Un peu partout des équipes militantes radicales contestent la politique des journées d'actions isolées et prennent des initiatives pour déclencher des grèves. Le climat social est donc explosif et la situation peut s'accélérer rapidement et basculer vers un mouvement durable. Mais cela ne sera pas spontané et pour le moment c'est bien la classe dirigeante qui est à l'offensive.

Mais malgré les défaites des mobilisations, la situation est contradictoire et le gouvernement est affaibli. Ceci en partie à cause de la crise elle-même : en effet, il est assez clair que même la bourgeoisie ne trouve pas de solution miracle pour se sortir du pétrin. La politique des plans de relance (relancée plusieurs fois !), les tentatives d'une réponse coordonnée à l'échelle des continents et du monde montrent que la classe dirigeante peine à trouver des solutions à la récession qui s'installe et à la crise. De plus, cette dernière vient révéler au grand jour l'instabilité du système capitaliste et ses contradictions. Pour des milliers de salariés, les plans de relance ont montré que l'argent existait mais que les gouvernants cherchaient à sauver le système plutôt qu'à augmenter les salaires.

Mais ce n'est pas la seule raison. Les luttes et les résistances ont aussi contribué à l'affaiblissement du gouvernement. Grève des cheminots en 2007, des étudiants, des lycéens... Puis en 2008 et 2009 les explosions sociales dans le privé et le public avec la multiplication des grèves qui, si elles restent isolés, démontrent que la politique de Sarkozy est remise en cause par les mobilisations. Enfin, le mouvement sur les universités cette année montre que même des secteurs qui ne s'étaient pas mobilisés depuis 68 sont aujourd'hui prêts à se mettre en grève durable pour résister.

Mais malgré les résistances qui se multiplient, les luttes sont défaites et la classe dirigeante est toujours à l'initiative pour imposer son projet.

L'affaiblissement de la gauche traditionnelle et l'émergence d'une nouvelle gauche radicale

Les directions syndicales portent une lourde responsabilité dans l'absence de victoire. Refusant consciemment de construire la grève générale elles baladent les salariés de journées de mobilisation en journées de mobilisation qui, si elles démontrent la volonté d'encadrer par leur réussite, hypothèquent toutes perspectives de victoires réelles pour le mouvement ouvrier. Les perspectives données par les partis traditionnels ne sont pas meilleures. En offrant comme débouché aux luttes les élections, elles cherchent à transformer la colère sociale en réponse institutionnelle, dans le cadre du système. Le PS et le Front de Gauche ne cherchent pas à construire l'affrontement pourtant nécessaire avec le gouvernement mais surfent sur le mécontentement pour tenter de revenir aux affaires.

L'affaiblissement des réformistes et notamment des syndicats a un aspect négatif : les organisations de lutte que les jeunes et les salariés peuvent utiliser sont aujourd'hui plus faibles, dispersées et intégrées au système qu'auparavant. Mais cela nous offre un espace politique très important. De petite minorité connue seulement dans les milieux militants, nous sommes désormais écoutés par des millions de gens et connaissons un début d'implantation populaire sérieuse.

Depuis 10 ans, l'émergence d'une nouvelle gauche radicale est une réalité à l'échelle européenne et internationale. Partout, il y a des difficultés à construire du solide, à construire des forces à la fois anticapitalistes dans le discours et capables en pratique d'influer de manière décisive sur la situation. Mais c'est une percée historique pour l'aile radicale du mouvement ouvrier.

Le problème c'est que l'accumulation de défaites et le manque de perspectives politiques finissent par peser sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Et les luttes ne dureront pas éternellement en perdant à chaque fois. De plus, il n'est pas automatique que le climat social explosif et que les conséquences de la crise amènent les gens à se tourner à gauche. Cela peut aussi entraîner la réponse inverse avec un renforcement du nationalisme et du racisme. En Écosse, des syndicalistes ont mené une lutte contre l'emploi de travailleurs étrangers dans les entreprises pour lutter contre le chômage des travailleurs nationaux.

Dans la jeunesse, des contradictions politiques encore plus marquées

Dans la jeunesse, la situation est tout autant contradictoire. Tout d'abord, on assiste depuis plusieurs années à l'émergence d'une nouvelle génération militante qui arrive à la politique par la meilleure école : les luttes sociales. Un début d'accumulation d'expérience s'opère dans la jeunesse qui peut être un « terreau fertile » pour les luttes de demain, notamment chez les travailleurs. Cependant cette accumulation se fait essentiellement sur la base de défaites successives. Ainsi même cette accumulation d'expérience est contradictoire et souvent dans les mouvements les bons réflexes côtoient les mauvais.

De plus, il existe un décalage important entre le niveau de combativité des jeunes et leur niveau d'organisation qui reste très très faible. C'est sans doute là un des enjeux centraux de la période pour nous et donc de notre CNJ. Organiser la nouvelle génération militante pour infliger une défaite au gouvernement.

Notre courant dans la jeunesse

La combativité particulière de la jeunesse offre un espace réel pour les idées anticapitalistes et révolutionnaires. De fait, notre courant occupe une place importante dans la jeunesse scolarisée et a une intervention parfois importante en direction des jeunes travailleurs. Lors des derniers mouvements lycéens et étudiants, le NPA a su faire la preuve de son utilité et dans la plupart des endroits où nous sommes présents nous occupons une place centrale dans les luttes. Malgré cela, nous manquons encore de structuration nationalement. En effet, dans la dernière mobilisation par exemple, nous avons largement peiné à mener des batailles en commun partout sur le territoire et à tracer des perspectives et une stratégie victorieuse pour le mouvement. C'est en grande partie à ces carences que la CNJ doit nous permettre de répondre. Homogénéiser les jeunes du NPA pour développer une orientation conséquente et une structuration du niveau local au national. C'est en répondant à ces enjeux fixés par la situation politique actuelle que le secteur jeune deviendra une véritable force de frappe dans l'ensemble de la jeunesse.

Damien (Lille)

2) Journal Jeunes : Une décision de Congrès qui doit s'appliquer !

Le dernier comité exécutif qui s'est tenu a rediscuté, suite à la présentation du projet de journal jeune qui avait été élaboré par le secrétariat jeune, de la possibilité même de sortir un véritable journal jeune. Selon une partie des camarades, la discussion n'aurait pas eu lieu, un journal jeune ne serait pas une forme adaptée à une intervention dans la jeunesse mais un 4 pages serait plus adéquat, il faudrait attendre la CNJ pour que cette décision soit prise...

La première chose à rappeler, pour aborder ce débat de manière sereine, est que cette question est un mandat de congrès. Le congrès a acté dans son programme et ses statuts le fait que la jeunesse possédait des spécificités : modes spécifiques de politisation, une radicalité et une envie d'agir particulière, une place, de fait, particulière et importante dans les luttes, une certaine aspiration à l'autonomie... Reconnaître ces éléments implique que la jeunesse est un secteur important en direction duquel le NPA doit chercher à intervenir prioritairement. Le parti que nous construisons doit être un parti des jeunes et des travailleurs. Pour cela, le congrès a acté la nécessité d'une élaboration spécifique pour intervenir dans ce secteur, notamment en termes de matériel : « campagnes, matériel, journal ». Le congrès a aussi reconnu la nécessité d'une autonomie d'intervention des jeunes du NPA : « Ce qui rend nécessaire une autonomie d'intervention des jeunes du parti leur permettant de faire leurs propres expériences ». La discussion qui s'est tenue à l'exécutif semble remettre en cause ces deux questions que nous avons actées au congrès.

La question d'un journal jeune n'est pas une lubie supplémentaire ou un caprice, elle entre dans une réflexion qui devrait être menée par l'ensemble du parti sur comment gagner les jeunes à nos idées, comment les organiser et comment construire une organisation qui puisse être un réel outil pour intervenir dans les luttes de la jeunesse.

A quoi sert un journal ?

Un journal sert bien évidemment à dire ce que pense le parti sur les différentes questions politiques mais aussi à proposer des solutions aux problèmes politiques qui se posent, proposer des orientations pour les mobilisations en cours. Les préoccupations, les problèmes politiques sont différents dans la jeunesse et chez les salariés. Un journal utile pour les jeunes, pendant la mobilisation sur les facs par exemple, aurait publié chaque semaine les appels des coordinations nationales, aurait publié des articles sur les questions posées par le blocage, par la grève « active » des profs... Il est pourtant normal que Tout est à nous n'ai pas rempli ce rôle, car nous voulons un journal qui puisse être lu et acheté en priorité par les travailleurs, ceux dont les boîtes licencient, ceux qui se bagarrent pour des augmentations de salaires. Leurs préoccupations sont naturellement éloignées des problèmes des facs ou des lycées. Si nous pensons qu'il faut un journal jeune, c'est avant tout parce que nous pensons que le NPA doit être un outil utile aux luttes et aux gens qui veulent se battre. Nous devons nous poser la question des outils à mettre en place pour nous construire à la fois chez les salariés et dans la jeunesse.

Un journal est aussi un outil de structuration. Former un réseau de lecteurs réguliers permet de mesurer notre écho et notre surface d'influence. C'est bien différent d'un tract qui peut être pris par n'importe qui. Nous influençons plus directement quelqu'un qui fait l'acte d'acheter le journal, et d'autant plus lorsque c'est de manière régulière. C'est pourquoi un journal ne peut pas être remplacé par un tract ou un 4 pages comme ce qui était proposé par l'exécutif. De plus, un journal est un outil pour aller discuter, pour accrocher les gens. Sur un marché comme sur une fac ou un lycée, les militants discutent avec les gens à qui ils vendent leur journal.

Nous concevons ce journal comme un journal d'intervention, c'est-à-dire qu'il soit un outil qui nous permette d'intervenir de manière plus efficace dans ce milieu. Ce n'est en rien contradictoire avec Tout est à nous. Il faudra bien évidemment toujours laisser une place dans celui-ci pour des articles concernant les mobilisations ou les attaques dans la jeunesse. Mais un article qui informe sur ce qu'il se passe dans la jeunesse est différent d'un article qui s'adresse directement aux jeunes. Les deux ne sont pas contradictoires, mais n'ont pas la même fonction.

Pour finir, nous nous interrogeons sur ce que signifie « la nécessaire autonomie d'intervention des jeunes du parti leur permettant de faire leur propre expérience » quand à chaque fois que nous élaborons une proposition, elle est remise en cause. Lorsque nous avons voulu sortir une affiche sur la question de la déqualification, on nous a dit que ce n'était pas la thématique appropriée pour la jeunesse. Lorsque nous avons voulu organiser la CNJ, on nous a dit que ce n'était pas la bonne date. Maintenant que nous voulons sortir le journal jeune, conformément à ce que nous avons discuté depuis le début du processus, on nous dit qu'un journal n'est pas un outil adapté pour intervenir dans la jeunesse ! Les premiers concernés ne sont-ils pas les mieux à même de savoir quel outil est le plus efficace, quelle est la date qui leur correspond le mieux pour faire une réunion ?

Nous nous étonnons grandement que cette question soulève autant d'opposition dans le comité exécutif. L'expérience même du mouvement ouvrier nous prouve qu'un journal spécifique est un outil utile. Toutes les organisations qui ont eu un tant soit peu d'influence chez les travailleurs se sont dotées d'organes de presse spécifiques en fonction des secteurs dans lesquels elles intervenaient. Le NPA avait pour projet d'être une organisation mieux implantée dans la jeunesse et le monde du travail, la publication d'un journal jeune ne peut que renforcer cette implantation.

Benco (Le Mans, secrétariat jeune), Caroline (Nanterre, secrétariat jeune), Damien (Lille, secrétariat jeune), Dimitri (Nanterre, secrétariat jeune), Etienne (Grenoble, secrétariat jeune), François (Toulouse, secrétariat jeune), Gaspard (Clermont-Ferrand, secrétariat jeune), Hélène (Metz), JB (Nanterre, secrétariat jeune), Jules (Saint-Nazaire, secrétariat jeune), Julien (Arras), Julien (PRG, secrétariat jeune), Marie (Strasbourg), Marine (Toulouse, secrétariat jeune), Marthe (Aix), Mathieu (Reims, secrétariat jeune), Mathilde (Nanterre, secrétariat jeune), Morand (Nancy, secrétariat jeune), Pauline (Toulouse, secrétariat jeune), Samuel (Strasbourg), Suzanne (Tolbiac, secrétariat jeune)

3) Un Tout est à nous en direction de la jeunesse

Le numéro 5 de tout est à nous est sorti cette semaine. Le journal doit être un outil important de notre apparition politique. C'est par son biais que nous devons faire le lien entre nous et les mouvements mais également entre les militants entre eux, diffusant à la fois des analyses de la situation, des points de vue différents et des comptes-rendus de luttes, locales et nationale.

La tradition de vente systématique du journal est à gagner dans notre jeune organisation. Partout en France des comités entiers n'ont pas le réflexe de mettre en place des ventes régulières, de diffuser le journal pour que chaque camarade en vende individuellement, d'intervenir avec dans les manifestations et divers mouvements le journal à la main. En revanche, partout où le travail est fait, le journal rencontre un véritable écho. Nous sommes même surpris de la facilité avec laquelle il peut se vendre.

Il va y avoir un enjeu à ce que toute l'organisation s'en empare dans les prochaines semaines. Pour cela, un travail volontariste est nécessaire.

Cependant un problème se pose. Nous ne pouvons pas multiplier les publications du type journal en fonction de nos lieux d'intervention. Tout est à nous doit être l'outil principal de toute l'organisation. Pourtant une proposition est en train d'émerger, celle d'un journal jeune, totalement séparé, avec un nom différent. Une proposition détaillée a été présentée aux camarades jeunes inscrits sur la liste NPA jeune dans une feuille de route datée du 22 avril 2009.

La jeunesse est un secteur important, régulièrement en lutte ces dernières années, ayant la capacité d'entraîner les secteurs salariés. Elle doit être un secteur privilégié pour l'intervention du NPA. Il est important que le NPA dans son entier ait le souci de se tourner vers les jeunes : dans nos quartiers, dans les banlieues et quartiers populaires, dans les lieux d'enseignements. Pour cela, les outils du NPA doivent parler aux jeunes, de leur préoccupations, de leurs mouvements et revendications. Nous ne pouvons séparer les thématiques : pourtant de fait, si un journal jeune s'occupe des questions jeunes, le journal « non jeune » s'en déchargera.

Le secrétariat jeune restreint propose que le journal jeune soit utilisé « par tout le NPA, les comités jeunes et les jeunes du parti, bien sûr, mais aussi le reste des militants. Il devra être envoyé aux sections pour être lu par les militants et vendu lors des échéances militantes. ». Dans une période où nous devons tout faire pour que chaque militant s'approprie tout est à nous, on se rend bien compte que vendre deux journaux, commence à devenir un obstacle.

C'est pourquoi nous faisons une proposition « deux en un ». Celle d'un quatre pages jeunes aux formes et couleurs (chartre graphique) de tout est à nous dont la fréquence est à réfléchir en fonction de la disponibilité des militants jeunes (hebdomadaire, bi-mensuel, mensuel ?) à insérer dans le journal. En fonction de son lieu de vente, on pourrait faire le contraire en insérant le journal dans le 4 pages pour vendre tout est à nous avec une « une » sur des questions spécifiques jeunes lorsque cela se pose (mouvement étudiant, mouvement lycéen). Une telle proposition combine plusieurs avantages:

- Un journal commun vendu et pris en charge par tous les comités (jeunes / quartiers / lieux de travail).
- Une politique en direction de la jeunesse assumée par tous les comités.
- Un coût réduit pour la production et la diffusion de cette formule « 2 en 1 ».
- Une élaboration des thématiques jeunes spécifiques élaborées par les jeunes.

Par ailleurs cette formule nous évite un débat douloureux sur un nom différent pour un journal jeune (la proposition actuelle est : L'étincelle anticapitaliste – Journal des jeunes du NPA – De la révolte à la révolution). Et donc de ne pas essayer de trancher des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolues.

Marie (Paris 7), Vanina (Montreuil, CPN)

4) Contribution du Comité étudiant(e) de Rennes au débat sur le journal

Suite à la parution du premier numéro L'Étincelle anticapitaliste que notre comité a reçu à Rennes nous tenons à réagir à cette décision et aux dernières contributions.

Nous sommes en effet stupéfait-e-s de voir une telle décision prise maintenant et de l'argumentation qui la justifie. Trois problèmes se posent qui remettent en cause la parution d'Étincelle mais aussi le fonctionnement interne actuel du secteur jeune.

- Primo, cette parution pose quelques questions de forme. Il avait été annoncé lors du congrès fondateur du parti que la CNJ avait vocation à fixer les mandats du secrétariat jeune sur ce type de question. Or les comités ont été mis devant le fait accompli. Des comités n'ont découvert que le 30/04 dans leur boîte aux lettres le projet de journal jeune. Le débat sur le journal est fixé à la réunion de secrétariat se réunissant 3 jours après... interdisant de possibles contributions. La seule explication qui nous vient de camarades du Secrétariat consiste à se protéger derrière la décision du congrès parlant de l'autonomie de la jeunesse, une autonomie qui ne justifie pas pour autant un journal jeune seulement évoqué parmi d'autres possibilités d'apparition. Ce n'est pas en tentant de s'abriter derrière des textes visiblement sur-interprétés que le secrétariat peut se donner une légitimité. Autre argument avancé : «Les premiers concernés [les jeunes] ne sont-ils pas les mieux à même de savoir quel outil est le plus efficace». Mais de qui parle t-on ? des jeunes du NPA ou de quelques camarades réuni-e-s au sein du secrétariat ? depuis quand ce secrétariat provisoire se substitue t-il à l'ensemble des comités jeunes qui ne sont pas encore réellement représentés en son sein, depuis quand représente t-il la voix de l'ensemble des jeunes du NPA alors que la CNJ n'a pas encore eu lieu ?

- Secondo, nous pouvons bien sûr comprendre qu'en cette période de création il y est des difficultés d'organisations mais la parution d'un journal jeune se heurterait également à des barrières techniques.

La confection et la diffusion d'un journal représentent un investissement conséquent en terme argent et d'énergie militante.

Nous sommes une organisation qui à peu de moyens mais de grandes ambitions. Alors déjà que nous avons du mal à militer sans fric ne gaspillons pas. Car un journal militant est toujours un gouffre financier, assurons déjà la diffusion de TEAN avant d'envisager autre chose.

De plus, les comités disposent également de bulletins locaux s'adressant directement aux étudiant-e-s ou aux lycéen-ne-s. Le double travail TEAN et bulletins locaux est déjà difficile à assumer, nous voyons mal comment relayer en plus un autre journal. La formation militante passe par l'écriture de tracts et de bulletin, c'est un des intérêts des bulletins locaux. Le travail militant se fait d'abord au niveau du comité qui permet d'élaborer démocratiquement ses orientations en accord avec les décisions du CPN, rajouter une seconde direction serait faire preuve d'un centralisme contre-productif. Une publication nationale qui se substituerait à cette activité nuirait à court et long terme à l'organisation.

- Enfin, il s'agit d'un problème avant tout politique.

Si un secrétariat jeune a été créé au niveau national, sans qu'il est d'ailleurs forcément prouvé son utilité pendant le dernier mouvement étudiant, nous ne devons pas oublier que le secteur jeune reste seulement un secteur parmi d'autres au sein du parti et que ce n'est en aucun cas une organisation de jeunesse. Ainsi, l'organe du parti étant « Tout est à Nous », une des premières tâches militantes est de le diffuser car c'est lui qui constitue notre outil de propagande et d'agitation. Il traite de toutes les problématiques politiques et ne peut être déchargé de facto des questions jeunes par un autre journal. De plus, réduire la question de l'intervention politique à la question du journal c'est faire sciemment semblant d'ignorer que le militantisme est d'abord affaire d'élaboration collective à partir des comités, d'interventions politiques avec des initiatives publiques, dans les manifs, en AG ou dans les cadres de masse. Alors pourquoi un journal jeune ? Les questions jeunes ne peuvent être édulcorées, réduites aux facs et lycées ni être subsidiaires pour le reste du parti. Les «jeunes», appellation qui crée un raccourci par ailleurs très discutable, ne peuvent non plus être mis à l'écart des autres comités et encore moins être considérés comme trop stupides pour saisir d'autres thématiques comme les luttes dans les boîtes où ils-elles passeront pourtant 40 ans de leur

vie pour la plupart. Dire comme le fait la dernière contribution que «les préoccupations, les problèmes politiques sont différents dans la jeunesse et chez les salariés» montre une méconnaissance totale d'un monde étudiant où 2 étudiant-e-s sur 3 sont salarié-e-s. A ce titre nous pensons que TEAN doit veiller à ouvrir ses colonnes aux articles jeunes écrits par des jeunes.

Nous sommes également opposé-e-s aux propositions de rajout d'un journal «2 en 1», car de quelles légitimités disposent les questions «jeunes» par rapport aux autres ? A moins de montrer un certain nombrilisme étudiant cette proposition témoigne du désir de sauver coûte que coûte un projet qui ne se justifie aucunement, si ce n'est dans la nostalgie de certains camarades d'une organisation de jeunesse indépendante.

Il est toutefois un point qui fait consensus : c'est l'idée que la question de la jeunesse concerne tous le parti. Il revient donc logiquement au parti dans son intégralité de décider de la publication ou non d'un journal jeune.

C'est pour toute ces raisons que nous demandons:

1. De stopper la publication du journal Étincelle
2. De rediscuter de la question du journal dans un cadre plus démocratique, c'est à dire à la prochaine CNJ puis en CPN.
3. De définir clairement les relations entre comités dit «jeunes» et secrétariat national jeune et les missions de ce secrétariat. En attendant la CNJ, le CPN doit être informé de cette question.
4. Que le secrétariat jeune organise des systèmes de correspondant(e)s dans les villes afin d'avoir des interlocuteurs. Les informations verticales doivent passer par ce canal.
5. Que la liste mail jeune créée avant la fondation du NPA doit subir un dépoussiérage afin d'avoir l'assurance que seuls les membre du NPA y figurent.

Comité étudiant(e) Rennes

5) Contribution de Rouen

Nous avons reçu il y a quelques jours, non sans étonnement, le numéro zéro d'un déjà très aboutit journal jeune. Nous ne pouvons que regretter que ce premier 4 pages ne soit pas le produit d'un débat et d'une élaboration collective, tant du point de vue de son emploi, de son contenu ou de son nom.

Nous rédigeons cette contribution sans avoir pu participer au débat au sein du secrétariat jeune du fait de sa convocation tardive (le lundi pour le samedi, lendemain de 1er Mai) tous les militants jeunes étant par ailleurs impliqués dans les différentes activités du NPA de l'agglomération de Rouen.

Il ne s'agit pas de discuter ici de l'importance de l'intervention du NPA dans la jeunesse et de l'utilité d'une structuration nationale, cadre d'échange et de débat. Telle qu'elle se fait la construction du secteur jeune du NPA n'est pas satisfaisante, nous le déplorons et pensons qu'il faut y remédier.

Le secrétariat peine à rassembler des représentants de l'ensemble des camarades jeunes investis dans le NPA, en particulier de province, et la plupart des décisions sont prises en secrétariat restreint en lien avec le comité exécutif, excluant par avance du débat la majorité des militants jeunes et non jeunes du NPA.

Bien que la situation politique et sociale impose des rythmes d'intervention soutenus, nous ne pouvons faire l'économie du temps du débat, au risque de tomber dans le piège d'une construction par en haut, déconnectée des préoccupations et besoins d'une majorité de camarades jeunes.

Concernant le journal, nous nous associons à la proposition d'un quatre pages jeunes bimensuel inséré dans Tout Est A Nous, qui nous semble permettre l'investissement de toute l'organisation dans l'intervention jeune et l'implication des jeunes camarades dans la construction du NPA. Mais là encore, cela nécessite de discuter au préalable de la mise en place d'un véritable comité de rédaction, de son lien avec les villes, etc ...

Étant donné que le prochain mois concentrera nos énergies militantes dans la campagne pour les européennes, coïncidant avec la fin de l'année scolaire, il semble raisonnable de suspendre ici L'Étincelle Anticapitaliste et de se donner le temps d'un véritable débat en perspective de la CNJ prévue à la rentrée.

Nous tenons à vous signaler que nous ne vendrons pas ce numéro ainsi que les éventuels suivants avant que cette discussion ait eu lieu.

Les comités étudiants de l'agglomération de Rouen (Mont Saint Aignan, Madrillet et étudiants en santé)

6) Mise au point sur le Journal des Jeunes

L'idée de publier un journal jeune n'est pas tombée du ciel à un moment où personne ne s'y attendait. C'est une idée qui est discutée depuis le début de processus de constitution du NPA. Plusieurs positions sur la place des jeunes dans le parti se sont exprimées, au moins depuis la première réunion nationale des jeunes en décembre 2007 et celle des comités en juin 2008. La définition d'un secteur jeune autonome, avec ses réunions locales et nationales propres, ses conférences nationales, son secrétariat, son budget propre et son matériel, dont un journal, était présente dans la toute première ébauche de statuts dès cette époque là. Des réunions nationales des comités jeunes et des jeunes participant au processus de constitution du NPA ont eu lieu avant le congrès de fondation et en ont également discuté. Tout au long du processus, les différentes positions ont continué de s'exprimer. Des amendements ont été soumis au vote du congrès, contre la structuration des jeunes telle qu'elle était proposée dans les statuts soumis au vote. Ces amendements ont été minoritaires. Au-delà du résultat, tous les congressistes, et notamment ceux qui se sont exprimés contre la structuration autonome, savaient ce que contenait la définition du secteur jeune autonome, y compris l'existence d'un journal jeune. Il n'y a donc absolument rien de surprenant à ce que le secrétariat provisoire honore son mandat en publiant un journal.

Pourquoi un journal pour les jeunes

Outre qu'il s'agit d'un mandat de congrès, les derniers mois ont démontré que la jeunesse continuait de jouer un rôle majeur dans les luttes. Avoir un journal pour s'adresser à elle avec ses spécificités est une nécessité. Tout est à nous, s'il doit s'adresser à tous les milieux et être utilisé en direction des jeunes, ne peut pas être à lui seul l'outil adapté à la jeunesse. Les étudiants, les lycéens et les jeunes travailleurs ont à faire face à des attaques spécifiques, mènent des luttes spécifiques dans lesquelles se posent des questions qui ne sont pas celles de l'ensemble de la société.

La jeunesse est plus combative et elle connaît des modes de politisation particuliers. Ces dernières années, les jeunes ont mené des luttes pour leurs droits (réformes de l'Education, précarité comme avec le CPE, luttes dans les entreprises menées par des jeunes travailleurs), mais ils ont aussi été à la pointe de luttes de solidarité, de combats directement politiques (contre les guerres, les expulsions de sans-papiers, pour l'écologie, les droits des femmes, des LGBTI...). Un journal spécifiquement en sa direction serait le seul outil à même d'aborder les différents sujets qui touchent la jeunesse, sous un angle qui lui parlerait.

On le sait, si les jeunes sont plus aptes à se mobiliser que le reste de la société, ils hésitent aussi plus souvent à franchir le pas de l'organisation politique. C'est aussi pour cela que le NPA a fait le choix de se doter d'un secteur jeune et d'un secrétariat jeune. Un journal doit être utile pour structurer l'intervention en direction de la jeunesse : donner plus de place à des comptes-rendus d'activité dans la jeunesse, à des formations, à des articles de fond sur les attaques qui touchent la jeunesse et à des articles courts qui aident concrètement les jeunes à mieux militer. Sortir un journal des jeunes ne signifie pas y défendre une ligne éditoriale différente (et de quelle ligne s'agirait-il ? Toutes les sensibilités présentes dans le NPA le sont dans le secteur jeune !) de celle du reste des publications du parti, mais adapter cette ligne à un public différent, avec un ton plus impertinent, une forme plus ludique, développant une contre-culture.

Pour cette raison, non seulement le journal des jeunes du NPA doit sortir selon le calendrier décidé par le secrétariat jeune, mais cette initiative doit être soutenue par l'ensemble du parti, à commencer par son comité exécutif. Le journal doit s'intégrer au système de presse du NPA, être financé, envoyé à toutes les villes et utilisé par celles-ci. Lorsqu'il n'y a pas de camarade jeune ou de comité jeune, il doit justement être utile pour se tourner vers la jeunesse.

Tirer le bilan du mouvement des universités, du mouvement lycéen de l'hiver dernier, préparer les rencontres internationales de jeunes (RIJ) ou la rentrée prochaine, voilà autant de tâches que quatre pages « jeunes » intégrées à TEAN une fois par mois, comme le propose l'exécutif, ne sauraient remplir. Le lancement du journal des jeunes du NPA ne peut attendre la conférence nationale jeune d'octobre !

Les événements tels qu'ils ont eu lieu

Le secrétariat provisoire avait proposé une conférence nationale des jeunes (CNJ) au mois de décembre 2008. Ainsi, une fois le congrès de fondation passé, le secteur jeune aurait pu se structurer et mettre en place ses outils. La direction provisoire du futur parti, le comité d'animation national (CAN), avait alors refusé, disant qu'il ne fallait pas faire un « mini congrès avant le congrès. » Une date avait alors été fixée pour les 21 et 22 mars. Lorsque le comité politique national (CPN) s'est réuni à la fin du congrès pour fixer sa première date de réunion, la date de la CNJ a même été rappelée... Avant que, quelques semaines plus tard, l'exécutif provisoire ne prenne la décision de repousser cette date au mois de juin ! La discussion a eu lieu lors du premier CPN, les 14 et 15 mars, dans des conditions faussées, puisqu'il ne restait de toutes manières plus de temps pour préparer la CNJ.

Le secrétariat jeune provisoire (Sj) a donc décidé d'organiser la CNJ en octobre. Faire une conférence à la fin de l'année, au milieu des partiels, du bac, des stages de fin d'année et à la veille des vacances ne semblait pas très efficace. Cependant, des membres de l'exécutif nous ont affirmé à plusieurs reprises qu'en attendant la CNJ le secrétariat provisoire aurait toute possibilité de mettre en place ses outils de fonctionnement, journal compris.

Le Sj a été le premier à regretter la décision de report de la CNJ. Les camarades qui en font partie et sont membres du CPN ont d'ailleurs, pour la plupart, argumenté dans ce sens. Ils ont été minoritaires et nous avons donc accepté la décision (je le souligne : nous, nous acceptons d'être minoritaires). Comme prévu, dès le mois de mars, après le CPN, nous nous sommes mis au travail pour commencer à élaborer un journal. Cela a été discuté lors du secrétariat qui s'est réuni le 21 mars. Toutes les étapes ont été retranscrites dans les Feuilles de route hebdomadaires du secrétariat restreint, un comité de rédaction regroupant toutes les sensibilités qui s'étaient exprimées sur la question a été mis en place et une présentation détaillée a été faite dans la feuille de route datée du 22 avril.

Nous avons également rencontré des membres du comité exécutif à plusieurs reprises au mois d'avril pour leur faire part de notre projet : sortir un numéro test de quatre pages pour le mois de mai, suivi d'un numéro 1 pour le mois de juin. Nous avons rencontré l'approbation des camarades, malgré

quelques réticences sur la maquette (que nous avons modifiée à plusieurs reprises), sur le nom (plusieurs propositions ont été faites, que nous avons demandé de discuter dans les comités) et sur la possibilité de prise en charge par la société de presse du NPA. Mais une chose nous a toujours été affirmée : publier un journal des jeunes était un mandat de congrès et il appartenait donc au Sj de prendre les décisions finales.

Enfin, le numéro test publié en mai avait, et a toujours, vocation à ouvrir le débat sur une base plus concrète. Tout est toujours ouvert, du format au nom en passant par le contenu. Un sommaire type et une proposition concrète de sommaire pour le numéro de juin ont également été envoyées pour alimenter les discussions.

A ce stade, plusieurs conclusions s'imposent :

1. Que les camarades de Rennes se disent « stupéfait-e-s de voir une telle décision prise » est donc pour le moins... Stupéfiant !
2. Les camarades parlent d'avoir été mis « devant le fait accompli » puisque le journal a été envoyé pour le 30 avril, alors que le secrétariat se réunissait le 2 mai. Ils semblent ne pas comprendre le sens du mot test (de même que les camarades de Rouen qui parlent d'un « numéro zéro d'un déjà très aboutit [sic] journal jeune »). Publier le journal pour le 1er mai permettait justement que le Sj discute à la lumière de son contenu et du bilan de son utilisation dans une manif !
3. Personne ne s'est exprimé en négatif sur le contenu du journal. Au contraire, les commentaires qui sont remontés à ce sujet disent tous que le numéro de mai est utile pour s'adresser aux jeunes. Quant au sommaire de juin, de nombreux camarades ont contacté la rédaction pour demander à faire des articles et en ajouter.

Les seuls camarades qui se sont exprimés contre le format de 16 pages sont les camarades du comité exécutif. Leur avis est tout à fait légitime et important. Mais les arguments manquent pour le moins de fond, puisqu'ils reprochent principalement « un format trop long pour les jeunes », ou voient un problème à ce qu'il y ait « plus de pages que dans Tous est à nous »... Mettant donc de côté le fait que le journal jeune serait un mensuel et non un hebdomadaire.

4. Nous pensons aussi que le mieux aurait été que l'élaboration du journal se fasse lors de la CNJ. Cela aurait permis de voter sur les aspects formels (« tant du point de vue de son emploi, de son contenu ou de son nom » comme le disent les camarades de Rouen...). Cela aurait permis, surtout, d'impliquer tout le secteur jeune dans l'élaboration et donc dans la future utilisation du journal. Mais à l'exécutif ce sont justement ceux qui se prononcés pour le report de la CNJ qui s'expriment contre la parution du journal dès maintenant. D'aucun parleraient d'une scandaleuse mauvaise foi.

Avancer des arguments politiques francs

En réalité, il est faux de dire que la sortie du journal jeune est un problème de forme. Des camarades sont opposés à son existence car ils sont opposés à l'autonomie de la jeunesse, du moins à un niveau national. C'est un droit. Des désaccords politiques doivent se régler par des discussions politiques. Or, ce sont bien des arguments formels et des méthodes administratives qui sont utilisés pour empêcher la parution du journal, même sous une forme provisoire. Ainsi, quand les camarades de Rennes disent que le secrétariat provisoire « se substitue (...) à l'ensemble des comités jeunes qui ne sont pas encore réellement représentés en son sein », ils oublient sans doute que tous les comités, dont le leur, sont invités à y participer... Et même qu'ils l'ont déjà fait ! Mauvaise foi toujours lorsque les camarades continuent en déclarant que « Si un secrétariat jeune a été créé au niveau national, sans qu'il est [sic] d'ailleurs forcément prouvé son utilité pendant le dernier mouvement étudiant, nous ne devons pas oublier que le secteur jeune reste seulement un secteur parmi d'autres au sein du parti et que ce n'est en aucun cas une organisation de jeunesse. » C'est bien là le problème de fond et la marque d'un refus d'avoir été minoritaires. Le secteur jeune tel que défini dans les statuts n'est pas un secteur « parmi d'autres ». Les comités du NPA peuvent être sur une base géographique, d'entreprise ou de branche professionnelle ou des comités de jeunes. Les jeunes sont le seul secteur à avoir une autonomie sur les questions les concernant et une autonomie d'intervention pour mener les campagnes du NPA en direction de la jeunesse (et uniquement cela, ce qui le différencie nettement d'une organisation de jeunesse !). Les camarades le regrettent peut-être, mais c'est la décision du congrès. Tous les débats restent ouverts dans le cadre de la préparation de

la CNJ et du prochain congrès. Mais en attendant qu'un nouveau congrès rediscute, c'est bien ce fonctionnement qui est en place. Et je me permets même d'inviter les camarades de Montpellier, Rennes et Rouen à participer aux échéances du SJ (et même au secrétariat restreint : des camarades de Lille, du Mans, de Nancy et théoriquement de Tours y participent déjà), notamment pour tirer les bilans du mouvement, préparer les prochaines luttes ou encore les RIJ et l'université d'été. Ils verront que si le secrétariat ne leur a pas prouvé son efficacité pendant le mouvement et « peine à rassembler », c'est peut-être parce que des sections comme les leurs s'excluent d'elles-mêmes du secteur jeune (ce qui ne l'empêche pas de tourner, même si c'est dommage, car cela nous empêche d'avoir enfin des débats sereins à la lumière d'une expérience commune). Nous ferons le point au SJ des 13 et 14 juin sur le nombre de motions votées en faveur et en défaveur du journal jeune et de la décision de l'exécutif. J'espère que les camarades ne redouteront pas d'être minoritaires et participeront quand même à cette échéance.

En attendant la CNJ qui permettra d'apaiser les tensions existantes, et pour la préparer, il convient de continuer à agir. Nous avons donc proposé à l'exécutif du lundi 18 mai (après deux reports de suite de la discussion) la sortie d'un second numéro test, mais cette fois-ci « grandeur nature », c'est à dire un 16 pages. Cela aurait permis d'avoir les discussions sur le journal à la lumière d'un véritable exemple, de tirer les bilans sur son contenu, ses rubriques, de voir s'il est vrai qu'il constituerait un « deuxième journal généraliste » comme l'ont dit des camarades à l'exécutif. Cette proposition de compromis s'est heurtée à celle de camarades qui sont opposés à l'existence d'un journal des jeunes et proposent donc qu'il y ait un supplément jeune à TEAN. On peut entendre l'argument qu'il ne faut pas aller trop vite lorsqu'il n'y a pas de consensus. Mais un compromis ne peut être fait que sur la base de ce qui a été acté, c'est-à-dire l'existence d'un journal des jeunes du parti et non celle d'un supplément jeune au journal du parti. La décision du comité exécutif est bien de nous interdire de réaliser ce second numéro test. On nous impose de nous borner à des 4 pages, ce qui veut dire acter que nous ne discuterons que sur la base d'un modèle, qui est très proche de la proposition faite par Marie et Vanina (texte « Un tout est à nous en direction de la jeunesse ») et voté par seulement quatre personnes au SJ du 2 mai. Une décision et une manière de faire très administratives.

La discussion à l'exécutif était prévue pour le 4 mai, elle a été reportée (le jour même) au 11, puis, par manque de temps ou oubli, au 18 mai. Le projet étant de sortir le 16 pages pour le mois de juin, la rédaction a fini par se réunir avant que la discussion ait lieu. Le numéro était déjà en préparation quand la mesure prohibitive a été prise. Les camarades ont déjà commencé à écrire les articles, des interviews ont déjà été réalisées... Le journal sera donc prêt pour le SJ des 13 et 14 juin, mais il ne sera pas tiré. Ce sera au secrétariat de décider de ce qu'on en fait. Il sera aussi à disposition des camarades du CPN qui voudront préparer la discussion des 20 et 21 juin avec des éléments concrets en main.

JB (Nanterre)

7) De l'autonomie de la jeunesse et de l'importance de la construction du secteur jeune du NPA

La jeunesse n'a pas toujours existé. Le statut de jeune s'est développé avec le développement du capitalisme. Pendant toute une partie de l'histoire de l'humanité, on passait directement du statut d'enfant à celui d'adulte, du statut de personne incapable de travailler au statut de personne capable de travailler. Au fil de son développement, le capitalisme a eu besoin de former une main d'œuvre plus qualifiée. A partir de là, une couche sociale spécifique s'est progressivement formée : la jeunesse. Une couche sociale spécifique à bien des égards.

Une couche sociale qui subit une oppression spécifique

La jeunesse n'est pas une classe sociale. En effet, elle regroupe aussi bien les futurs prolétaires que les futurs bourgeois. La jeunesse n'est pas un secteur parmi d'autres mais une couche sociale spécifique qui est concernée par l'ensemble des questions mais à chaque fois sous un angle spécifique (sexualité, répression, guerre...). La jeunesse est éclatée entre différents milieux : jeunes scolarisés, jeunes travailleurs (jeunes salariés ou jeunes travailleurs privés d'emploi).

Elle subit une oppression spécifique qui se décline dans l'ensemble des sphères de la société : dans la famille, au travail et dans la société en général. La jeunesse n'a pas de statut social. Les jeunes n'ont jusqu'à 25 ans pas droit au RMI ni au nouveau dispositif RSA et ne bénéficient donc d'aucune ressource propre. La jeunesse est victime de discriminations salariales. Au travail, les jeunes sont moins bien payés que les autres travailleurs : par exemple, en France, un apprenti de 16 ans touche seulement 25% du Smic. La jeunesse est plus touchée par le chômage et la précarité. Avec la crise le chômage des jeunes a encore augmenté, il atteint. Les jeunes occupent plus souvent des emplois précaires (CDD, Intérim...). Aujourd'hui les intérimaires et les CDD sont les premiers à être mis à la porte des entreprises qui licencient. On estime à 10000 le nombre d'étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté et à 30000 le nombre d'étudiants obligés de se prostituer pour financer leurs études. La jeunesse subit de plein fouet l'oppression du cadre familial patriarcal. En effet, les jeunes ne sont pas autonomes, pas libres de leurs choix que ce soit en termes d'études, de sexualité ou de travail. La jeunesse subit la répression plus que les autres âges (contrôles au faciès ; gazage, matraquage etc. bien plus fréquents dans les manifs de jeunes).

La jeunesse occupe une place particulière dans la lutte des classes

La jeunesse, de par sa place dans l'appareil de production, soit en dehors pour la jeunesse scolarisée, soit en dedans depuis peu de temps, est moins aliénée par le travail. Elle a plus de temps pour réfléchir, lire, se former, comprendre le système dans lequel nous vivons. Elle a subi depuis moins longtemps le matraquage de l'idéologie dominante, elle a donc plus de facilité à la remettre en cause. Elle a plus de temps et moins de contrainte pour agir. Concernant la jeunesse scolarisée, la plus grande disponibilité pour la lutte est plutôt évidente. En effet, il est bien plus simple de se mettre en grève lorsque la conséquence est de manquer des cours plutôt que la perte du salaire. Mais même dans le monde du travail, lors des grèves, y compris dans les luttes récentes des salariés (à PSA en 2007, à EDF en ce moment), ce sont les jeunes qu'on retrouve sur le devant de la scène. La jeunesse n'a pas le poids des défaites des luttes du passé et est plus encline à se mobiliser car ces défaites pèsent moins sur la conscience des jeunes que sur celle

du reste des salariés. La jeunesse, parce qu'elle est moins organisée, elle est moins contrôlée par les bureaucraties syndicales et les directions réformistes en général. Bien sûr, ça a comme conséquences le fait qu'elle dispose d'une moins grande capacité de résistance quotidienne et d'une moins grande capacité à lutter sur la durée. Mais de fait le frein que représentent les bureaucraties syndicales et directions réformistes dans les luttes ont une influence moins importante sur les jeunes que sur le reste des salariés. Les jeunes sont ceux qui ont le moins à perdre à un changement de société. La jeunesse ne possède rien en propre, ni de maison, ni d'autres biens qu'elle risquerait de perdre en se mobilisant pour un changement de société. Mais surtout, La jeunesse a encore toute sa vie à construire et a tout intérêt à le faire dans une société qui ne soit pas pourrie jusqu'à la moelle. La jeunesse aspire à avoir un avenir meilleur que ne peut pas lui offrir le capitalisme. La jeunesse présente ainsi une plus grande disponibilité pour se mobiliser. Les mobilisations de la jeunesse ont souvent permis de redonner confiance aux autres secteurs et à entraîner l'ensemble des salariés dans la lutte. On peut citer de nombreux exemples historiques de cette capacité d'entraînement de la classe ouvrière dans la lutte : Mai 1968 mais aussi plus récemment le mouvement contre le CPE.

Même si ce sont les salariés qui sont la force principale qui permettra de renverser ce système, la jeunesse joue un rôle très important dans la lutte des classes. Ce rôle, elle ne le joue pas de par la place qu'elle occupe dans l'appareil de production mais par la capacité qu'elle a à se mettre en mouvement et à entraîner avec elle l'ensemble de la classe ouvrière qui elle a la capacité de bloquer l'appareil de production et de renverser le système. En effet, pour les salariés qui ont subi les défaites du passé, voir une nouvelle génération militante émerger redonne confiance. Par ailleurs, bien souvent le malaise de la jeunesse est le révélateur du malaise d'une société et d'un ras le bol plus général. L'expérience de ces dernières années a encore démontré que la jeunesse est la force qui peut mettre le feu à la plaine. Aujourd'hui encore, la jeunesse est la flamme de la révolution.

Des modes spécifiques de politisation et des rythmes spécifiques de mobilisation

La jeunesse connaît des modes spécifiques de

politisation. La jeunesse, dans son ensemble et dans sa diversité, est plus sensible à certaines questions que le reste la classe ouvrière : c'est le cas par exemple pour la question de la guerre et des solidarités internationales mais aussi sur la question du racisme ou encore des questions liées à la sexualité. La jeunesse est plus sensible aux idées révolutionnaires, aux idées de changement de société, ses mots d'ordre sont souvent plus radicaux. La jeunesse subit moins de contraintes que l'ensemble des salariés, elle est donc disponible pour se mobiliser beaucoup plus fréquemment. De plus, les préoccupations de la jeunesse sont parfois différentes de celles du reste des salariés du fait de la place spécifique qu'occupe la jeunesse dans la société. Par exemple, la question des élections occupe une place moins centrale aux yeux d'un jeune qui n'a pas le droit de vote qu'aux yeux d'un salarié moins jeune pour qui les élections peuvent présenter une grande importance.

La nécessité d'un secteur jeune autonome

Pour toutes ces raisons, la jeunesse a besoin d'une structuration politique propre, autonome politiquement mais qui entretienne de forts liens avec le parti. Il s'agit là du meilleur outil pour prendre en compte l'oppression spécifique dont est victime la jeunesse mais aussi pour répondre pleinement à ses rythmes spécifiques de mobilisation et à ses modes particuliers de politisation. De plus, pour centraliser et articuler l'intervention de notre courant politique dans la jeunesse, l'outil que nous devons construire, c'est un secteur jeune autonome qui dispose de ses propres cadres de discussion, d'élaboration et de décision et ce du niveau local au niveau national en passant par le niveau régional. Ce type de structuration peut en effet permettre aux jeunes du NPA de faire leurs propres expériences et se former de A à Z.

Des potentialités pour construire une force de frappe dans la jeunesse

Dès le début du processus constituant du NPA, de nombreux comités jeunes ont commencé à se développer partout en France, réunissant des lycéens, des étudiants et des jeunes travailleurs et ce en raison des besoins spécifiques qui existent en termes d'intervention et de structuration.

Les statuts du NPA stipulent :

« De par la place qu'elle occupe dans la société et l'oppression qu'elle subit, la jeunesse joue un rôle spécifique dans la lutte des classes. Elle a des modes de mobilisation différents, elle est prompte à se révolter contre le système et vient à la politique par des biais spécifiques. Ce qui rend nécessaire une autonomie d'intervention des jeunes du parti leur permettant de faire leurs propres expériences. Le secteur jeune rassemble les comités jeunes et les jeunes qui souhaitent coordonner leur intervention en direction de la jeunesse. Il élabore une orientation en direction de celle-ci (campagnes, matériel, journal...). Une fois par an, une conférence nationale jeunes est organisée rassemblant des représentants de tous les comités jeunes, des commissions et des jeunes présents dans les comités locaux. Les jeunes du NPA sont représentés dans l'ensemble des instances de celui-ci (localement, CPN et exécutif). Un secrétariat jeunes est ratifié par le CPN sur proposition de la conférence jeune. »

En l'état actuel des choses, le secteur jeune du NPA est présent dans 66 villes et comporte aujourd'hui une soixantaine de Comités jeunes (lycées, facs, jeunes travailleurs) et près de 600 militants, l'activité menée dans ces différents secteurs et l'apparition propre du NPA commence à prendre une réelle importance. (Mouvement lycéen de l'hiver dernier, mouvement actuel dans les facs, travail en direction des jeunes précaires mobilisés...).

L'autonomie du secteur jeune doit être précisée. Elle signifie que les jeunes doivent non seulement discuter et élaborer entre eux mais aussi décider pour eux-mêmes. En effet, les jeunes sont toujours les mieux à même de connaître leurs priorités d'intervention et les outils dont ils ont besoin pour mettre en pratique l'orientation du parti. Il s'agit de décliner la politique du Parti en direction de la jeunesse dans son ensemble (facs, lycées, jeunes travailleurs avec ou sans emploi). Les décisions des instances jeunes (comités, secrétariats...) doivent être nourries par les discussions avec l'ensemble du parti. Les rapports entre le secteur jeune et le reste du parti doivent être fondés sur la discussion et la conviction réciproques. Dans le cadre de la déclinaison de la politique du Parti en direction de la jeunesse, en dernière instance, sur les questions jeunes, ce sont les jeunes qui doivent pouvoir trancher en pleine autonomie. L'autonomie de la jeunesse, cela signifie que sur

les questions jeunes, le secteur jeune doit pouvoir décider pleinement et ce même s'il doit en résulter des erreurs car c'est aussi en faisant nos propres erreurs que nous pourrions apprendre de celles-ci et ne pas les reproduire. Si les relations entre le secteur jeune et le reste du Parti ne sont pas fondées sur la discussion et la conviction réciproques et que le Parti cherche à imposer un point de vue au secteur jeunes en ce qui concerne les questions jeunes, alors il en résultera une situation de rapport de force permanent qui sera préjudiciable non seulement au secteur jeune mais également à l'ensemble du Parti dans sa capacité d'avancer et d'intervenir en direction de la jeunesse. Le secteur jeune ne doit pas non plus être un champ de bataille pour les différentes orientations présentes dans le parti même si celles-ci doivent traverser le secteur jeune.

Si aujourd'hui le secteur jeune du NPA constitue une force numérique importante ouvrant des possibilités importantes d'agir et d'influencer la situation dans la jeunesse, nous devons encore gagner en structuration nationale et en coordination afin de réellement franchir un cap et construire une véritable force de frappe dans la jeunesse. C'est notamment à cela que doit répondre la CNJ.

La CNJ, un enjeu déterminant pour avancer et franchir un cap

Malgré la véritable force numérique du secteur jeune du NPA, nous manquons encore grandement d'efficacité.

La CNJ doit permettre au secteur jeune du NPA de se mettre en ordre de bataille pour construire un affrontement d'ampleur avec le gouvernement et mettre un véritable coup d'arrêt aux politiques de liquidation de nos droits et de nos acquis menées par la classe dirigeante et d'enfin inverser le rapport de forces entre les jeunes et les travailleurs d'une part et la bourgeoisie d'autre part.

Pour ce faire nous devons discuter de l'ensemble des questions relatives à notre intervention dans la jeunesse (intervention lycéenne, syndicalisme étudiant, travail en direction des jeunes travailleurs, construction, formation...). La CNJ sera l'occasion de partager nos expériences respectives de tirer les bilans des mobilisations dans la jeunesse cette année et d'aborder y compris nos propres faiblesses

dans ces mobilisations (difficultés à proposer une stratégie pour le mouvement et à lui donner une orientation qui permette de gagner, difficultés à mener des batailles politiques en commun...). L'enjeu est que la CNJ permette de tirer ensemble les bilans de nos interventions respectives, de discuter de nos pratiques militantes, de la situation de la jeunesse et du rôle des militants anticapitalistes et révolutionnaires dedans, de débattre de l'oppression spécifique. Les débats sur l'orientation et nos tâches doivent avoir lieu dans l'objectif est bien que l'ensemble des camarades jeunes du NPA disposent et militent dans un cadre commun.

Nous devons également ressortir de la CNJ avec des outils pour intervenir dans la jeunesse (Bulletins nationaux lycéens et jeunes travailleurs, le Journal jeunes, brochures...) et une véritable structuration nationale du secteur jeune avec un nouveau secrétariat et un secrétariat restreint afin de mettre en place ce que nous déciderons dans le cadre de la CNJ.

Caroline (Nanterre) et Dimitri (Nanterre)

8) De l'importance du syndicalisme étudiant

Depuis maintenant un peu plus de 4 mois, nous avons fondé le NPA. Il n'est pas forcément évident pour des militants anticapitalistes et révolutionnaires de militer dans des syndicats et pourtant notre engagement syndical est lié à notre projet révolutionnaire et à la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Le syndicat permet de travailler à l'unification de notre camp social et de faire reculer les divisions artificielles orchestrées par la classe dirigeante au sein de la classe ouvrière (travailleurs du privé/travailleurs du public, hommes/femmes, français/étrangers, hétéros/LGBTI...). Il s'agit également d'un outil permettant d'agir dans la lutte des classes au quotidien et d'agir sur la réalité. Parce que nous sommes des militants anticapitalistes et révolutionnaires, nous ne pouvons nous contenter d'intervenir purement et simplement dans les syndicats mais devons y développer une orientation et y structurer une intervention afin d'entraîner l'ensemble de notre camp social dans la lutte. Cela passe notamment par un combat contre les différentes bureaucraties

du mouvement syndical et par la lutte pour la réunification syndicale.

Les raisons de notre engagement syndical

Notre projet politique est l'émancipation des travailleurs et de l'ensemble des opprimés par eux-mêmes. Nous ne pensons pas que la transformation de la société pourra se faire par la seule intervention d'une élite éclairée. Au contraire, le renversement du capitalisme ne pourra se faire que par l'action consciente de la majorité des travailleurs. Mais dans la société capitaliste, la majorité de travailleurs passent leur vie aliénés par le travail, ils ne pensent pas que c'est possible de renverser cette société. Pourtant dans certains moments d'explosion sociale, durant les grèves, la conscience se modifie. C'est bien en agissant, en se mettant à lutter que les salariés peuvent modifier leur conscience et devenir des acteurs conscients du renversement de la société capitaliste. La majorité des jeunes et des salariés se mettent à lutter à partir de questions très concrètes : licenciements, salaires, diplômes... C'est pour cette raison que le syndicalisme tient une place déterminante dans notre action politique : le syndicalisme est ce qui s'occupe des questions concrètes, il permet à partir de ces questions de mettre des milliers de jeunes et de salariés en action. Notre objectif est d'entraîner la majorité des jeunes et des travailleurs dans la lutte pour renverser le capitalisme et pour une transformation révolutionnaire de la société, il est nécessaire de réussir à unifier l'ensemble de notre camp social face à l'ennemi commun qu'est le capitalisme et la classe dirigeante. Le travail de masse, en particulier syndical, permet de travailler à l'unification de notre camp social en dehors des périodes de mobilisations. La majorité des gens ne se mettent pas à lutter sur des questions générales mais lorsque leurs intérêts immédiats sont menacés (salaire, statut, diplômes, conditions de vie ou d'études...). C'est pourquoi, nous ne pouvons pas nous contenter du travail de conviction sur la nécessité de renverser le capitalisme par une révolution mais nous devons aussi militer sur les questions les plus immédiates.

Un outil pour agir dans la lutte des classes au quotidien et modifier le rapport de forces.

Le syndicat est une coalition d'individus et de structures locales pour la défense d'une communauté d'intérêts. Le syndicat permet de défendre ses droits au quotidien en dehors de toute mobilisation. Il constitue un point d'appui pour résister et lutter, c'est un outil de résistance au quotidien permettant d'agir dans la réalité de la lutte des classes au quotidien. Même si nous sommes pour le renversement du capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société, nous ne sommes pas opposés à des améliorations immédiates du sort des jeunes et des travailleurs. Le fait de gagner des améliorations immédiates permet de limiter la détérioration de la situation pour les jeunes et les travailleurs et ainsi de limiter la détérioration de la capacité de résistance collective. De plus, cela permet de donner confiance dans le fait que la lutte et l'organisation collectives permettent de gagner. Le syndicalisme est ce qui traite des questions concrètes. Sur les universités, c'est le syndicat qui s'occupe des problèmes d'inscription de bourse, de logement... Faire du syndicalisme participe à la reconstruction de la conscience de classe. Il permet de faire la démonstration dans la pratique, au quotidien, que l'organisation collective est utile. Le syndicat est la 1ère forme d'organisation collective permanente.

Importance du syndicalisme étudiant

Le recul des organisations de classe et des partis politiques de gauche n'est nulle part plus important que dans la jeunesse et notamment la jeunesse scolarisée (1 % des étudiants sont syndiqués dans 5 organisations différentes. Premier syndicat étudiant, l'UNEF est aussi la première organisation de jeunesse en France. Les grands courants politiques du mouvement ouvrier (réformistes, « staliniens » et révolutionnaires) y sont, encore, rassemblés. C'est aussi l'organisation de jeunesse la plus implantée nationalement. Si nous sommes pour un grand syndicat, si possible unique, dans le mouvement étudiant, c'est parce que c'est un moyen pour unifier les étudiants pour défendre leurs droits. Nous considérons que, malgré les désaccords qui existent dans le syndicat, il vaut mieux être unis pour se battre ensemble sur les questions fondamentales : C'est l'élément de loin

le plus important pour un syndicat : qu'il regroupe largement. L'Unef est le seul cadre de « front unique » permanent dans la jeunesse, qui regroupe à la fois des réformistes, des révolutionnaires et des milliers d'étudiants ordinaires. 15 000 adhérents (sur 2,2 millions d'étudiants) c'est à la fois peu, mais aussi beaucoup plus que toutes les autres organisations de gauche. C'est la seule organisation qui cherche à s'adresser de manière systématique aux étudiants normaux, même si évidemment la direction de l'Unef le fait dans l'objectif de sauvegarder ses positions au coeur du système. Ce n'est pas un hasard si la France est à la fois un des seuls pays d'Europe à avoir connu ces dernières années à la fois des luttes étudiantes importantes et à avoir un syndicat étudiant national.

La majeure partie des gens apprennent fondamentalement dans l'action. Et l'action se déclenche la plupart du temps sur des questions précises. Il nous faut donc réussir à déclencher des campagnes d'information et d'action sur des questions précises, comme s'opposer à l'envoi de troupes en Afghanistan, ou obtenir la régularisation de lycéens Sans-papiers... Regrouper les forces, les différents courants d'opinion présents dans notre milieu, les différentes organisations, cela donne confiance aux jeunes à qui nous nous adressons pour lutter. Distribuer un appel à AG signé par les jeunes du NPA, ou appelé par toutes les organisations présentes sur une fac n'a pas le même effet sur les étudiants par exemple. Nous avons besoin de cadres qui s'adressent à la masse, qui regroupent les forces (notamment les autres courants) et qui s'occupent de questions précises. Le travail de masse permet d'entraîner des gens ordinaires dans l'action à partir de questions qui les concernent, action à travers laquelle les masses peuvent se convaincre de la justesse de nos idées. La grande majorité des jeunes et des travailleurs se convaincra de la justesse de notre programme en agissant en masse et en tirant elle-même les leçons, plus qu'en lisant des livres. Nous avons donc aussi bien besoin de construire notre organisation révolutionnaire que de construire des cadres plus larges pour nous lier à l'ensemble de notre camp social.

Il est nécessaire de prouver dans la pratique que la lutte collective paye, y compris en dehors des périodes de grèves : avoir des organisations de masse qui permettent d'organiser des luttes partielles/locales victorieuses (réussir à arracher

l'inscription d'étudiants que la fac refusait d'inscrire, gagner des augmentations de salaires dans une boîte, obtenir la mise à disposition de moyens de contraception dans un lycée...) est le moyen fondamental pour faire la preuve que lutter ensemble est la seule solution aux problèmes fondamentaux. Pour faire cette démonstration à des jeunes/travailleurs qui sont loin d'être révolutionnaires, il faut des outils qui permettent de s'adresser à ces jeunes, des outils permanents et pas seulement des collectifs qui se montent au moment de préparer une mobilisation sur une question précise, comme les collectifs unitaires que nous avons lancé avec d'autres au début du CPE par exemple.

Les syndicats sont réformistes par nature puisque leur vocation n'est autre que d'améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre de ce système et il en va de même pour les organisations syndicales étudiantes. Le syndicat est la forme première d'organisation des travailleurs entre les mobilisations afin de continuer à défendre leurs intérêts. Pour nous, intervenir syndicalement permet de se lier à notre milieu, de connaître ses préoccupations, son degré de combativité. Le syndicat constitue une première étape pour entraîner l'ensemble de notre camp social et constitue un outil de structuration quotidienne de la classe ouvrière. Il n'y a aucune raison de laisser le privilège d'organiser largement la classe ouvrière aux seuls réformistes. Nous devons être autant capables d'organiser largement la classe ouvrière en dehors des périodes révolutionnaires. Il n'y a donc absolument pas de contradiction dans le fait d'être révolutionnaire et de militer dans des syndicats réformistes au contraire.

Dans le cadre de notre intervention syndicale, que nous militons à l'UNEF, à Sud, ou à la FSE, nous devons systématiquement combattre toute forme de bureaucratie syndicale tout en distinguant directions bureaucratiques et militants. La bureaucratisation des organisations syndicales est un phénomène social, qui a des racines... sociales et politiques. La dialectique des conquêtes partielles, l'intégration dans le système devient plus importante que le mouvement et les intérêts généraux du mouvement. Aucune organisation syndicale n'est à l'abri de ce type d'évolution, ce qui ne doit pas nous empêcher d'y militer et de toujours garder à l'esprit la différence qui existe entre les bureaucrates syndicaux et les militants de base des organisations.

Quelle orientation syndicale ?

C'est parce que nous cherchons à entraîner la majorité dans la lutte que nous essayons de construire des syndicats à vocation de masse. C'est-à-dire des syndicats qui s'adressent à l'ensemble du milieu étudiant et pas simplement à une frange déjà radicalisée. Nous cherchons à syndiquer le plus grand nombre possible d'étudiants, sur la base minimale de se rassembler pour défendre ses droits. Nous menons à la fois des campagnes d'agitation pour la grève et des campagnes très concrètes sur la défense de nos intérêts immédiats (problèmes d'examen, ...). Nous pensons que le moyen le plus efficace d'entraîner le plus largement dans l'action est de rassembler l'ensemble des forces qui sont prêtes à agir sur une université. C'est pourquoi nous poussons à la réunification syndicale. Pour nous les syndicats sont des structures permanentes de front unique qui doivent rassembler l'ensemble des forces du mouvement ouvrier présentes sur les universités. Quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous intervenons, la question de l'unification syndicale doit faire partie de notre orientation et nous cherchons à prendre des initiatives dans ce sens (réunions unitaires, campagnes communes...). La division syndicale actuelle est un des facteurs de la difficulté à organiser largement les étudiants. Mais la recherche de l'unité, militer dans les syndicats majoritaires, ne doit pas nous empêcher d'agir. Nous devons quoiqu'il arrive chercher à prendre des initiatives pour déclencher des mobilisations même si les autres forces ou les directions syndicales refusent d'agir. Nous défendons une autre orientation que celles des bureaucraties syndicales et nous cherchons à construire une direction alternative qui soit en capacité de concurrencer ces bureaucraties. Nous devons élaborer dans le secteur jeune du NPA, une orientation syndicale qui puisse être défendue quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous intervenons. Nous devons nous efforcer de pousser sur les mêmes questions au même moment dans les différentes structures syndicales.

Dans le syndicalisme étudiant notre boussole doit être la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants en tant que jeunes travailleurs intellectuels en formation ayant donc les mêmes intérêts que l'ensemble de la classe ouvrière et dont la meilleure arme pour construire le rapport de force est la grève tout comme pour les travailleurs. Face au projet de

la classe dirigeante de transformer l'enseignement public en machine à fabriquer une grande masse de travailleurs peu ou pas qualifiés et sans droits, promis à la précarité à vie, et une minorité de cadres très qualifiés, nous devons être en capacité de développer une orientation syndicale d'opposition sans concession à l'ensemble des attaques portées contre les droits des étudiants et des travailleurs.

A l'approche du Collectif National de l'UNEF et du Congrès de Sud, nous devons préparer ces échéances en en discutant dans le secteur jeune du niveau local au niveau national afin de coordonner nos interventions syndicales respectives et de mener des batailles politiques en commun afin de construire un mouvement étudiant à la hauteur des enjeux pour renverser la vapeur et mettre un véritable coup d'arrêt à la liquidation de nos diplômés et de l'université. Dans l'ensemble des instances jeunes locales et régionales ainsi qu'au sein du Secrétariat jeunes national, nous devons désigner des responsables chargés de suivre plus particulièrement tout ce qui a trait au syndicalisme étudiant.

Dimitri (Nanterre)

9) Quelle organisation dans les lycées ?

Nous parlons souvent d'une nouvelle génération militante, qui a émergé avec la remontée des luttes depuis la fin des années 90, et encore plus depuis le retour de la droite au pouvoir. C'est même cette analyse qui a en partie poussé la LCR et les JCR à lancer l'appel à la construction d'un nouveau parti anticapitaliste. La nouvelle génération militante a deux caractéristiques principales : elle est combative et a fait de nombreux mouvements depuis 2002 ; mais elle a du mal à s'organiser, que ce soit dans des partis, des organisations de jeunesse, des syndicats ou des associations.

Ce constat vaut dans toute la société, mais il est encore plus vrai pour la jeunesse ; et il est encore plus vrai chez les lycéens.

Comment répondre à ces contradictions ? Quelle politique défendre dans les lycées ? Quelles structures construire ? Autant de questions auxquelles la CNJ devra répondre. Pour notre part, nous lançons quelques pistes de réflexion.

I - Une combativité inorganisée

Les lycées ont connu cinq mouvements en quatre ans : 2005 contre la loi Fillon, 2006 contre le CPE, 2007 contre la LRU et la réforme du bac pro, printemps 2008 contre les suppressions de postes et hiver 2008 contre la réforme Darcos. On peut même envisager une mobilisation lycéenne contre la réforme Darcos et peut-être même contre son projet « sécuritaire » (portiques et fouille dans les écoles et lycées).

Des expériences se sont transmises d'année en année, comme celle du « blocus », qui est même parfois utilisé (trop) systématiquement pour les mobilisations. 'hiver dernier, une vague assez étonnante de blocages est partie dans de nombreuses régions, souvent via les chaînes de SMS, MSN ou Facebook ! Beaucoup de lycéens ont fait l'expérience du blocage, des manifs... Mais il y a aussi une caractéristique négative : peu de tracts, d'assemblées générales, de fond et d'auto-organisation permettant de convaincre la majorité qu'il faut se mobiliser sur un certain nombre de revendications et ne pas lâcher l'affaire avant. De ces faiblesses locales découlent une faiblesse des coordinations régionales et, surtout, nationales.

C'est ce qui permet aux syndicats lycéens, dits « représentatifs » (pour le gouvernement et donc les médias), d'avoir une (pseudo) légitimité de direction du mouvement et donc d'appeler à la fin de la grève, soit en cessant simplement de donner des dates de manifs, comme en 2005 et en janvier 2009, soit en trahissant ouvertement, comme au printemps 2008. Malgré le peu de lycéens syndiqués, les décisions des syndicats lycéens pèsent énormément dans les mouvements.

Ces caractéristiques, combativité, spontanéité et faiblesse de l'organisation, existent en fait dans toute la société. Il y a peu de grève auto-organisés, y compris dans les mouvements étudiants (et surtout dans les mouvements de salariés), et la conscience qu'il faut rejoindre une organisation pour militer au quotidien et conserver la mémoire des luttes est très faible. Les lycées sont une sorte de miroir grossissant du mouvement social, notamment dans la jeunesse.

II - Quel type d'organisation pour les lycéens ?

a. Construire le NPA

La place de l'activité lycéenne a une importance telle, qu'elle doit être prise en charge par l'ensemble des jeunes et du parti, pour au moins trois raisons.

D'abord c'est un secteur qui a connu cinq mouvements de masse en quatre ans, c'est-à-dire cinq fois la possibilité de généraliser une grève au reste de l'Éducation voire au reste du monde du travail.

Ensuite, l'activité lycéenne présente un avantage majeur : un milieu « sain » où l'influence des bureaucraties syndicales, des sociaux-démocrates, mais aussi des gauchistes est faible ou nulle. Du reste, peu de courants mènent une activité nationale cohérente en direction des lycées. Si nous nous en donnons les moyens, nous aurons presque un « boulevard » pour intervenir, nous construire et développer notre orientation.

Enfin, gagner un lycéen à nos idées, c'est gagner un militant qui va accumuler des expériences sur la durée, construire dans la jeunesse pendant de nombreuses années et être efficace dans de nombreux mouvements, dans son lycée ou plus tard à la fac et dans son entreprise.

Quels axes d'intervention ?

Notre activité doit être au plus proche du milieu, partir des préoccupations concrètes de la majorité des lycéens. Pour les camarades qui militent dans leur bahut, cela signifie mener une activité presque para-syndicale : défendre les lycéens au quotidien contre le prof qui ne met pas la même note sans raison objective, pour la réparation de la fuite d'eau en cours d'histoire... Ou contre la réforme du lycée! Chaque camarade doit devenir un référent dans son milieu, celui qu'on vient voir quand il y a un problème ou une lutte.

Le NPA, propose des cadres de réunion, de coordination avec d'autres lycées, y compris lorsqu'il n'y a pas de mouvement, du matériel pour écrire et tirer des tracts. Il montre qu'il est utile de rejoindre une organisation et de militer toute l'année, même quand il n'y a pas de mouvement. Et en période de mobilisation, nous sommes capables de fournir du matériel, des argumentaires, mais

aussi des informations sur ce qu'il se passe dans chaque région.

Nous sommes même capables de prendre l'initiative: en décembre dernier, ce sont les jeunes du NPA qui ont pris la décision d'appeler à une nouvelle date de mobilisation pour la rentrée de janvier. Nous avons pris la décision de tous appuyer cette date dans les coordinations régionales (notamment à Paris, Bordeaux, au Mans, à Toulouse...), coordinations dont nous avons été très souvent à l'impulsion. Et elle a été adoptée. Sans ce travail, et si nous n'avions pas discuté avec les autres courants intervenants dans les lycées (UNEF, UNL, FIDL, JC...), les syndicats n'auraient jamais appelé à la date du 8 janvier. Cette date ne sortait pas d'un chapeau, c'est celle qui avait semblé le plus crédible aux jeunes du NPA. Ce qui a été déterminant à ce moment-là, c'est notre capacité à prendre la bonne décision rapidement et surtout à pouvoir l'appliquer à la base de manière efficace (bien que si pas parfaite).

On peut se dire que tout cela est plutôt le rôle d'un syndicat, qu'on ne rejoint pas le NPA parce que c'est un outil efficace mais parce qu'on est convaincu de son programme politique. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il existe une méfiance des organisations, politiques ou syndicales, dans la jeunesse et notamment dans les lycées. Toute organisation qui cherche à se construire doit donc faire ses preuves sur le terrain, non se contenter d'une base idéologique.

Mais il est vrai que le NPA n'est pas un « syndicat plus à gauche ». C'est un parti politique qui veut construire le socialisme du 21^{ème} siècle par la transformation révolutionnaire de la société. Et parce que l'ensemble des attaques touchent ou toucheront les lycéens, il y a un écho important pour les idées politiques et révolutionnaires. Nous devons donc mener une activité politique en direction des lycées, en dénonçant sur le fond la politique du gouvernement. C'est en alliant défense directe des intérêts des lycéens et une réponse d'ensemble que nous arriverons à nous construire de manière efficace sur les lycées. Dans les comités lycéens, comme dans les autres mais plus spécifiquement encore, il est nécessaire d'avoir une politique de formation. Le rôle du parti, surtout dans la jeunesse, est de faire passer de la révolte à la révolution. Nous ne devons pas avoir peur de proposer à tout lycéen qui veut militer au quotidien de nous rejoindre, même s'il n'est

pas convaincu de tout ce que nous disons. C'est le rôle d'un parti militant que de faire le lien entre l'activité que nous menons au quotidien et notre projet politique.

Structuration des comités lycéens

Il faut chercher à avoir une structure au plus proche du milieu, qui permette une activité efficace et assure la formation théorique des lycéens. Le modèle qui semble le plus efficace est celui des comités lycéens, qui permettent aux lycéens de faire leur propre expérience. Mais le travail doit être pris en charge par l'ensemble du secteur jeune. Il faut, par exemple, que chaque comité jeune intervienne très régulièrement sur au moins un lycée. Le comité doit déléguer un camarade par lycée pour suivre l'activité. Ce que peut apporter un suivi c'est plus de temps pour aider (un étudiant ou un jeune travailleur a plus de disponibilités qu'un lycéen) et aussi plus d'expérience (comment gérer une situation particulière : les flics, un blocage... Et également donner des coups de main pour les topos, faire le lien avec le reste des jeunes et du NPA...). Les comités lycéens, comité d'un lycée ou comité regroupant les lycéens d'une ville, doivent conserver des liens particuliers avec les étudiants et les jeunes travailleurs afin d'élever le niveau politique de tous.

En région parisienne, nous essayons de construire le plus de comités lycéens possible, en leur faisant conserver des liens privilégiés avec un comité jeune ou étudiant (les lycéens essaient d'aller régulièrement en comité jeune). Et afin de donner une cohérence à l'activité au sein de la section, les lycéens se réunissent en commission lycéenne pour discuter de la situation, écrire le bulletin lycéen...

Rôle d'un bulletin national

Nous devons nous acheminer vers un bulletin national, avec un même titre (lors d'un secrétariat national, c'est Le poing levé qui a été proposé) et un même éditorial au recto. Au verso, chaque section, commission lycéenne régionale ou comité lycéen peut écrire ses propres articles, mettre des brèves locales... Grâce à un édito national, nous défendrons tous une même orientation à l'échelle nationale. Nous taperons dans un même sens en période de mouvement, mais aussi le reste de l'année, notamment pour essayer de susciter des mobilisations. Le verso local a un double intérêt :

partir des préoccupations qui existent localement (s'il y a une mobilisation particulière d'un autre secteur dans une ville, des problèmes particuliers dans un lycée du coin, une réunion publique...) et associer tous les lycéens du parti (ou même nos sympathisants) à l'écriture de tracts, donc à l'élaboration de l'orientation et à sa diffusion.

A l'image de notre intervention, ces bulletins doivent mêler un aspect politique (dénoncer le capitalisme en tant que tel, ses effets dans toute la société, parler des questions internationales, des luttes contre les différentes oppressions...) et un aspect d'agitation para-syndicale (appeler à la grève quand c'est le moment, raconter des luttes locales qui ont lieu dans les lycées...).

b. Construire d'autres types de structures

L'année dernière, avec les derniers mouvements et la construction du nouveau parti, nous avons vu des afflux de militants dans notre courant. Mais si nous prétendons proposer une orientation aux luttes lycéennes, si nous prétendons devenir une force incontournable, majoritaire et hégémonique dans la jeunesse, nous devons aussi avoir une politique à proposer à ceux qui ne veulent pas nous rejoindre. Beaucoup d'entre eux peuvent tout de même vouloir se mobiliser sur des problèmes divers.

Pour cela, on peut proposer plein de choses. Comme nous le disions plus haut, il faut avant tout proposer le NPA. S'ils hésitent à nous rejoindre mais veulent militer à nos côtés, des gens peuvent différer avec nous, venir à nos réunions, etc., sans payer tout de suite leur cotisation.

Mais d'autres structures peuvent émerger, comme un comité d'action lycéen (CAL), par exemple issu du comité de mobilisation du dernier mouvement. Nous pouvons aussi construire des organisations spécifiques (collectif antiguerre, RESF...) s'il y a une dynamique particulière autour d'une question. Un journal peut être un moyen d'associer de nombreux lycéens à l'écriture et à la réflexion critique, d'informer les lycéens des attaques, d'exprimer son point de vue... Lors des élections au CVL, on peut constituer des listes avec un nom de liste (comme « L'Éducation n'est pas une marchandise ! ») et un matériel de campagne. Cela permet d'entraîner des lycéens non organisés dans une campagne et de mesurer l'écho qu'on peut avoir dans le lycée. Puis

il est possible de prendre des initiatives d'élus, dans le cadre du CVL, de défendre les intérêts des lycéens au CA ou en conseil de discipline... Avoir des élus au CVL a permis dans plusieurs lycées de récupérer un local, avoir un élu au CA nous permet de savoir si des postes vont être supprimés sur le lycée... Mais c'est surtout en mettant en mouvement les lycéens (réunions, pétitions, AG, débrayage, grève...) que nous montrons qu'il est utile de s'organiser et d'agir collectivement. Et tout cela peut être fait dans le cadre d'une AG, d'un CAL ou d'un syndicat lycéen !

On pourrait lister un nombre incalculable de cadres d'intervention possibles. Mais aucun ne s'impose comme « le » meilleur.

Le problème majeur est en fait de construire des cadres durables et de ne pas s'épuiser à construire des structures qui ne seront pas particulièrement utiles pour construire dans la durée. Il faut prendre en compte la durée de vie qu'on a dans le lycée et ce qu'il est possible de faire quand on est lycéen. A la fac, on reste parfois très longtemps. Dans le monde du travail, on est censé rester 40 ans. Dans un lycée, on reste généralement trois ans, jamais plus de cinq. On n'a pas non plus la même liberté, que ce soit dans l'établissement ou à la maison : interdictions de sortir ou de faire de la politique et pression scolaire forte.

Pour toutes ces raisons, il y a peu, voire pas, d'exemples de continuité militante, d'une génération à l'autre, sur une longue période, sur un lycée pour une organisation spécifiquement lycéenne. Si la FIDL et l'UNL existent, c'est parce qu'elles ont des appareils, des permanents qui ne sont pas lycéens, qu'elles sont liées à des courants du PS. Mais cela ne veut même pas dire que leur sections locales se renouvellent chaque année. Elles peuvent être très implantées dans un lycée pendant une ou deux années, puis s'y casser la gueule et se construire ailleurs. On fera le bilan de SUD-lycéen dans quelques années, mais sans un appareil similaire, il y a fort à parier que des sections disparaîtront une à une (quitte à ce que d'autres apparaissent si SUD-Etudiant fait le boulot). C'est ce qu'il s'est passé avec l'Union des lycéens solidaires (ULYS), créée en 1998 après le mouvement Allègre, notamment par les JCR et des groupes militants lycéens... Et portée disparue en 2000-2001...

III - Construire des organisations durables dans les lycées : mission impossible ?

Toutes les expériences faites dans les différentes régions et les comités peuvent être utiles pour alimenter les débats dans le NPA. Et le but de ce texte n'est pas de démolir l'idée de construire les syndicats lycéens. Nous n'avons pas de position de principe. Mais en l'état actuel, toutes les conditions essentielles ne sont pas réunies pour décider de rentrer comme un seul homme dans un syndicat lycéen.

D'abord, il faudrait que le NPA ait une expérience d'intervention lycéenne commune au niveau national. C'est à ça que doivent servir les bulletins lycéens nationaux, les réunions nationales, le secrétariat jeune... Le secteur jeune doit mener de front une orientation nationale en mettant en place des campagnes, par exemple contre l'expérimentation de la réforme des lycées à la rentrée 2009. L'existence d'un tract national dès les premières annonces de Darcos va dans ce sens et a permis à tous les comités et les sections qui l'ont utilisé de taper tous ensemble sur un même clou et d'engager des batailles.

Ensuite, il faudrait qu'il y ait un certain nombre de places fortes lycéennes du NPA, des lycées avec des comités conséquents, qui se renouvellent d'année en année sur une longue période, qui transmettent des expériences et des acquis locaux (droit de réunion, d'affichage, de publication... Et surtout légitimité aux yeux du milieu lycéen). Cette construction est fondamentale et prend un certain temps. Cette installation dans la durée et cette accumulation d'expériences posent les bases d'une construction plus large et plus solide. Par exemple, lorsqu'un comité lycéen est fort (implantation, nombre de militants, établissement d'un rapport de force sur le lycée...) il peut avoir une influence sur tout un secteur géographique, construire des réseaux avec d'autres lycées et construire de nouveaux comités lycéens. Ces places fortes disséminées dans plusieurs régions peuvent également poser les bases de coordinations régionales et nationales dans les mouvements lycéens et faciliter leur construction. La construction sur la durée et la transmission de traditions sont fondamentales pour former les générations futures, pour que tout ne s'évapore pas dès qu'un militant quitte le lycée. Sans cela, la construction d'organisations spécifiquement lycéennes durables restera impossible.

Enfin, la construction d'un syndicat lycéen national, massif et légitime ne se fera pas par en haut. Il faudra qu'elle soit portée comme la continuité d'un mouvement lycéen. Cela supposerait qu'un mouvement arrive à se structurer suffisamment (AG servant à discuter de fond, élisant des délégués pour des coordinations locales, régionales et nationales). Ces cadres devraient impliquer tous les lycéens mobilisés et tous les courants politiques présents dans la jeunesse scolarisée. Une fois le mouvement terminé, le fait de maintenir des cadres locaux coordonnés nationalement serait évident et possible. C'est la définition d'un syndicat : une AG et une coordination permanentes. Dans ce cas, il serait davantage implanté dans les lycées et représentatif, il serait un cadre de front unique pour unifier et structurer la jeunesse et surtout il ne serait pas une coquille vide comme le sont aujourd'hui les syndicats lycéens.

Conclusion

L'une de nos tâches, peut-être celle dont tout découle, est de reconstruire la conscience qu'il est utile de s'organiser collectivement, que rejoindre une organisation, ce n'est pas rejoindre une secte ou se faire bouffer le cerveau.

D'une région, d'un département, d'une ville, d'un lycée à l'autre, il y a des expériences très diverses. L'enjeu pour nous aujourd'hui n'est pas de tous faire un tournant dans tel ou tel syndicat. Il faut être plus modestes : commencer à tirer les bilans de ces activités, prendre le meilleur de chaque expérience pour essayer de la généraliser et d'avoir des expériences communes, dans le cadre du NPA. Tant que ce travail n'aura pas été fait sur la durée, il sera impossible de se mettre d'accord pour dire que telle ou telle structure est la mieux appropriée dans toutes les régions, dans tous les lycées.

Il ne faut pas partir de fausses évidences ou d'a priori. Les syndicats lycéens ne regrouperaient pas nécessairement plus de monde qu'une autre structure, y compris politique, et ne permettraient pas forcément de reconstruire la conscience de l'organisation collective. Mais là où nous y sommes investis, il faut faire tous les tests à fond. Et à l'inverse, ce n'est pas parce que nous avons une mauvaise image des syndicats lycéens actuels qu'il faut renoncer à jamais à faire du syndicalisme lycéen.

Il ne s'agit pas de se contenter de dire que chacun fait selon sa situation locale : en faisant cela, on n'aurait aucune chance de tirer un jour les mêmes bilans et d'aller vers une même activité partout, donc vers une plus grande efficacité. Il faut donc mener une même politique partout. Quelles que soient les structures que nous construisons en plus du NPA (CAL, collectifs, syndicats... Ou rien), nous devons défendre les mêmes mots d'ordre en période de mouvement, les mêmes principes d'auto-organisation, etc., éléments essentiels d'ailleurs pour envisager la construction d'un syndicat lycéen. La CNJ, le secrétariat jeune et les bulletins lycéens nationaux doivent nous aider à déterminer cette orientation et à partager régulièrement nos expériences.

Fanny (Comité jeune 92 nord), Harry (Comité lycée Monet, Paris), JB (Comité jeune 92 nord), Sisko (Comité lycée Paul Lapie, Courbevoie, 92), Baptiste (Comité lycée Léonard de Vinci, Levallois, 92), Louisa (Comité lycée Paul Langevin, Suresnes, 92), Sarah (Comité lycée Paul Langevin, Suresnes, 92)

10) Pour un syndicalisme lycéen de lutte, démocratique et organisé, rejoignons les rangs de Sud Lycéen !

Avant toute lecture, nous tenons à informer que notre contribution n'a pas pour objectif de rentrer dans Sud Lycéen pour rester dans la droite ligne démagogochiste que ce syndicat applique aujourd'hui. En tant que membres d'une organisation, nous, militants révolutionnaires lycéens, devons avoir une démarche claire et précise, au niveau national. Le localisme ne fait heureusement pas parti des principes fondateurs de notre organisation. Nous sommes internationalistes, et nous devons y penser à chaque acte de la vie militante. Les attaques se font au niveau national et même européen. Malheureusement les contraintes linguistiques et les différences entre les différents pays au niveau de l'éducation nous empêchent de nous regrouper à l'échelon européen. Le niveau national, à part les contraintes de distances, vite réglées grâce à internet, doit donc être la base de notre réflexion, car bien que les situations locales varient, les

attaques principales viennent bien de là. Nous ne pouvons donc nous résoudre à la solution simpliste du « chacun fait ce qu'il veut en fonction de la situation de son bahut/ sa ville/ son département. » Le NPA est un parti ambitieux, nous ne sommes pas extrêmement nombreux et nous devons donc être efficaces ! Être efficace, cela veut dire tenter de convaincre suffisamment de personnes pour que notre orientation syndicale soit majoritaire. Et ce n'est pas avec nos effectifs lycéens, peu importe l'importance que nous avons eu pendant le dernier mouvement, que nous y arriverons. Pour être efficace, il faut convaincre des gens à la base sur nos bahuts/villes/départements, mais également avoir une influence sur les stratégies nationales que le mouvement prend.

I - Quelle nécessité à un syndicalisme lycéen ?

Nous allons nous appuyer sur le mouvement que nous avons connu en fin d'année 2008.

Ce mouvement, survenant de nulle part, à pris extrêmement vite. Il est parti de la base, d'actions violentes, désorganisées, apolitiques. Les militants de terrain se sont donc attelés à construire un mouvement revendicatif et crédible. Avant les vacances, alors que le report de la réforme était déjà gagné, nous atteignons nationalement 160 000 lycéens dans la rue, des lycéens qui nous paraissaient convaincus et déterminés. Mais les vacances sont passées, et le 8 janvier, nous n'étions qu'à peine 10 000... Le but n'est pas de se lamenter sur ce triste mouvement, mais sur les solutions pour réussir à construire des mouvements lycéens beaucoup moins éphémères.

Les lycéens se sont mis en grève de manière spontanée et très peu de boulot avait été fait avant. Ils étaient donc nombreux à ne rien connaître à la réforme, et les médias en ont bien profités pour nous décrédibiliser. Le problème majeur est que les mouvements ne sont pas préparés, ce que des syndicats lycéens puissants pourraient faire sans difficultés. Les syndicats ont des avantages non négligeables sur les partis. Pour commencer, les lycéens les craignent moins, ils ne font pas forcément le pas de rentrer au NPA, mais le font beaucoup plus facilement dans un syndicat. Ensuite, l'implantation dans les lycées est possible, en négociant un peu, on peut obtenir des

panneaux d'affichages (bien qu'ils soient contrôlés par les proviseurs, c'est déjà une avancée pour l'information), le droit de réunion, la représentation aux conseils de classes ou de discipline, etc. En plus, le côté implanté peut amener le fait que les lycéens soient plutôt confiants et prêts à suivre le syndicat, alors que quand on diffuse un tract une fois par semaine, et qu'on appelle subitement à la grève, cela n'est pas forcément extrêmement bien vu. Le syndicat peut préparer des campagnes assez longtemps à l'avance sur les lycées, afin de convaincre le maximum de gens des enjeux. Cela rendrait les lycéens plus impliqués, plus informés, et donc à priori, plus radicaux et motivés pour poursuivre le mouvement, peu importe le nombre d'heures qu'ils devront rater, ou l'interdiction de sortie de leurs parents le vendredi soir (si si on en a vu beaucoup qui nous ont sorti cet argument choc pour justifier leur non-venue en manif').

Enfin, le syndicalisme permet la conscientisation des jeunes. Beaucoup de personnes, à n'importe quel âge, prennent d'abord leur carte dans un syndicat, avant de se rendre compte que la société est pourrie de fond en comble, et qu'il faut donc se battre pour plus que des revendications immédiates (aussi importantes soient elles), mais pour un changement radical de la société. Le syndicalisme permet donc de convaincre des gens de rejoindre le NPA, ce qui, on ne doit pas se le cacher, doit être notre objectif principal de militants révolutionnaires.

II - Pourquoi rejoindre Sud Lycéen ?

Sud Lycéen est aujourd'hui un syndicat désorganisé et anti-démocratique dans les faits. Il compte environ 900 militants au niveau national et d'une vingtaine de fédés. Néanmoins, il n'y a pas de bureaucratie comme à l'UNL, et la base peut très facilement dépasser les personnes qui se croient tout permis. Ce syndicat est uniquement implanté localement, et un congrès national se déroule une fois par an, mais à plus un rôle de coordination que de direction du syndicat. De nombreuses fédés se sont d'ailleurs barrées, du fait du peu d'organisation et d'efficacité.

Mais sur le terrain, les militants sont assez nombreux, et plutôt proches de nos idées. Ils militent réellement dans les luttes, et l'implantation locale est assez importante.

L'UNL, au contraire, est extrêmement organisé et bureaucratique. Elle déclare officiellement 6000 adhérents au niveau national et un nombre important de fédés. Une quinzaine de fédés dites indépendantes sont opposés au BN, qui a statutairement tous les droits, et se battent contre vents et marrées. En réalité, le syndicat compte beaucoup moins d'adhérents, et encore moins de militants. Mais cette organisation pratique au niveau national le copiage de liste avec la FIDL, et les élections dans les fédés où des militants indépendants ne sont pas présents sont douteuses. Le BN verrouille toute initiative des militants et a les pleins pouvoirs. Le droit de tendances y est interdit et pour couronner le tout le BN de l'UNEF noyauté tout.

L'implantation locale est faible voir très faible, et leur position de syndicat majoritaire les pousse à ne pas développer la base militante, mais uniquement d'asseoir leur domination sur les luttes, et à dialoguer avec le gouvernement. Le BN est extrêmement divergent de nos positions, et lance des campagnes de moutons, du genre 4 revendications sans aucune explication, afin de contrôler les mouvements, puisque les lycéens ne sont que très peu informés.

Ce syndicat est organisé pour ne pas pouvoir être pris par l'extrême gauche, les bureaucrates de l'Unef ayant tout prévu pour ne pas se faire avoir comme dans les années 60-70 (scissions entre l'Unef ID et l'Unef SE).

On pourrait dire que ce syndicat est un centre de formation pour les futurs bureaucrates de l'Unef, et qu'ils apprennent toutes les méthodes les plus machiavéliques (bourrage d'urnes grâce à des cartes inexistantes, stigmatisation de l'extrême gauche, etc.)

Malgré les nombreux défauts de Sud Lycéen, si notre orientation y est majoritaire, elle y sera appliquée. Le syndicat, du fait de sa très faible organisation, est très facile à prendre, et les gauchistes ne pourront pas y faire grand-chose, à part se barrer à la CNT. Nous ne devons pas hésiter à essayer d'être majoritaire dans Sud Lycéen, car ce ne sont pas des gauchistes qui veulent à tout prix désorganiser les mouvements, et donc laisser gagner le gouvernement, qui nous en empêcherons. Ils gueuleront sûrement qu'on a noyauté, qu'on est des bureaucrates parce qu'on veut organiser le

syndicat etc. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire notre boulot de militants. En politique il y a toujours des intérêts contradictoires, et on ne peut pas toujours les mêler. Notre objectif doit être que notre orientation soit majoritaire, et donc il faut que les militants lycéens NPA qui ne sont pas syndiqués le rejoignent ou le créent, que les militants NPA des fédés indés de l'UNL convainquent leurs camarades de transformer la fédé en une fédé Sud, que les militants NPA des fédés UNL affiliée au BN organisent des départs en masse vers Sud Lycéen, etc. Il ne s'agit en aucun cas de faire un putsch anti-démocratique, mais au contraire, d'être majoritaire à penser que le syndicalisme doit être organisé et démocratique, et donc que notre orientation soit appliquée, par des gens de notre parti, bien sûr, mais aussi par des lycéens qui sont d'accord avec, mais qui ne sont pas dans nos rangs. Le but n'est pas que le NPA contrôle tous les futurs faits et gestes de Sud Lycéen.

Nous ne voulons ni bureaucratie, ni NPA-bis.

(Sur la stratégie syndicale) « S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées («progressistes»). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne. »

(Sur les sectaires gauchistes, et l'inutilité de se prendre la tête à les convaincre) « *Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. [...] Dans leurs propres milieux, ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme. [...] Les bolcheviks-léninistes peuvent, sans perdre leur temps, abandonner tranquillement ces groupes à leur propre sort. »* (Léon Trotsky, *Le Programme de Transition*, 1938).

III - Quelle orientation syndicale pour Sud Lycéen ?

Nous avons parlé à maintes reprises de la « défense de notre orientation syndicale ». Nous en avons donné les grandes lignes, mais dans ce paragraphe nous allons essayer de donner plus de détails. Ces éléments nous paraissent évidents, mais nous préférons les préciser afin que les choses soient claires.

Tout d'abord, nous défendons un syndicalisme organisé sans hiérarchie. L'exemple de notre parti nous paraît bien. Nous devons défendre un syndicat doté d'un Conseil National, élu démocratiquement lors d'un Congrès, qui soit en lien direct avec les fédés et qui rende des comptes tout au long de son mandat. Il permettrait d'avoir une activité crédible sur tout le territoire français, et que les décisions nationales (qui existe chez Sud Lycéen) soient prises par un groupe de personnes élu à la proportionnel, et donc de façon démocratique. Il faudra veiller à ce que ce groupe de personnes ne soit ni trop nombreux (pour pouvoir, par exemple, se réunir dans l'urgence grâce à internet (ce n'est pas le meilleur moyen, mais c'est toujours mieux que « rien », ce qui risque d'être prédominant car nous sommes lycéens et ne pouvons pas vraiment nous barrer comme ça à l'autre bout de la France...)) et suffisamment nombreux quand même pour être représentatif. Ce CN doit être directement élu, et les membres des Conseils Fédéraux n'y ont pas leur place de droit (sinon on tombe dans la hiérarchisation/bureaucratisation). Les directions ne sont pas anti-démocratique, et sont même la seule solution pour qu'il y ait véritablement démocratie (et pas caricature de démocratie, comme Sud Lycéen l'est aujourd'hui), à partir du moment où les infos vont dans les deux sens (National Fédé ; Fédé National), et où elles sont élues par les adhérents et révocables à tout moment par les adhérents.

Nous défendons également un syndicalisme de masse. Afin d'avoir un véritable poids national, la pureté révolutionnaire ne devra pas être un fait vérifié avant l'adhésion. Nous devons développer le nombre et la radicalité parallèlement. Sud Lycéen devra être avant tout LE syndicat des lycéens, pour les lycéens, par les lycéens. C'est pour cela que nous sommes favorables à une activité directe sur les lycées : nos militants devront

tenter de construire des sections dans nos bahuts directement, afin de pouvoir disposer de nos droits (affichage, réunion...). Cela nous permettra d'avoir une base solide, réactive, et une implantation locale plus forte. De ce fait, les lycéens les moins organisés rentreront plus facilement dans un syndicat, s'il est directement dans leur lycée (en effet, connaissez vous beaucoup de syndicats de salariés ou d'étudiants qui se réunissent dans les bars ou autre, et pas sur le lieu de travail directement ?). L'implantation sur les bahuts, et le développement des sections au jour le jour est une condition presque obligatoire pour développer un syndicalisme de masse, et donc avoir des mouvements lycéens massifs et déterminés.

Nous devons donc évidemment être implantés et nous faire élire dans les différentes instances lycéennes, afin de défendre les intérêts des lycéens. Nous devons absolument rendre des comptes aux lycéens directement de ces différentes instances (bulletin de bahut pour les CVL ou CA, communiqué/article/tract ou autre pour les autres instances...).

Nous voulons néanmoins avant tout un syndicalisme de lutte. Sud Lycéen ne devra pas être un repère à jaune. Même si la pureté révolutionnaire n'est pas une condition d'entrée, nous devons développer des sections combattives et déterminées, et ne pas faire rentrer nos adhérents en leur proposant des réductions au cinéma (comme c'est le cas à l'Unef...).

Enfin, il reste à traiter la question de la démocratie des mouvements. Le syndicat est un bon outil pour préparer les luttes, mais quand nous sommes en lutte, que faire ? Nous devons veiller à ne pas nous substituer aux organisations démocratiques autogérées des lycéens. Même si nous avons pour objectif d'être mieux implantés, nous ne rassemblerons sûrement pas autant de monde que les AG en rassemblent. Il faut donc encourager et organiser des AG sur nos bahuts et sur nos villes ou département afin que les lycéens décident directement du sort du mouvement. Nous devons monter des CAL (Comité d'Action Lycéen), bras armés des lycéens pendant les mouvements, et encore une fois ne pas faire ces tâches au nom du syndicat. Du fait de la radicalité des mouvements, nous devons bien sûr, encore plus que pendant les périodes creuses, tenter de développer le NPA, afin d'offrir aux lycéens une perspective à plus long terme que ce que leur offre les CAL ou syndicats.

Au niveau national, nous devons tenter d'organiser des Coordinations Nationales Lycéennes (CNL). Le syndicat, du fait de son expérience grâce au CN devra proposer aux lycéens ses méthodes d'organisation, afin de les aider dans leur recherche de solutions. En tous cas, si les CNL ne se montent pas pour des raisons techniques, nous devons, au nom du syndicat qui a plus de légitimité auprès des lycéens que le parti directement, nous réunir, et tenter de faire sortir l'orientation la plus proche de ce que les lycéens défendent, afin de représenter le mouvement au plus juste de sa forme.

Si les CNL se montent, nous devons alors nous impliquer dedans, en militant pour que les délégués soient élus de manières démocratiques et représentatives, afin que les CNL est le plus de légitimité possible.

La lutte pour le développement d'un syndicalisme de masse lycéen, doit être une préoccupation importante des militants révolutionnaires. Soyons actifs et offensifs, développons un syndicat de lutte organisé et démocratique, développons et organisons Sud Lycéen !

Cette contribution appelle tous les militants du NPA, à rentrer dans les rangs de Sud Lycéen pour y défendre cette orientation, et à faire rentrer un maximum de monde.

En annexe nous proposerons dans le prochain bulletin pour la CNJ des statuts (ou des pistes de statuts) que nous souhaitons pour Sud Lycéen, afin que nous les défendions, si notre contribution est acceptée, dans un futur Congrès de Sud Lycéen.

Le Comité NPA Lycéens 35

11) Les liens entre les comités lycéens et les comités implantés sur les facs

Au cours du processus de constitution du NPA, quelques comités lycéens ce sont formés afin d'être au plus proche des lycéens, de leurs préoccupations et de les organiser de manière plus efficace. Dans la continuité de ce processus, ces comités lycéens ont été souvent maintenus et d'autres sont apparus.

L'efficacité de ce type de structuration n'est plus à démontrer. Il est évident que le fait que les militants lycéens du NPA se voient (même quand ils ne sont que deux) régulièrement pour organiser l'activité, écrire des tracts locaux, coordonner leur action dans les comités de mobilisation, échanger leurs impressions sur les arguments tester auprès des lycéens... est indispensable pour structurer l'intervention dans un lycée, renforcer la cohésion dans l'équipe et décupler notre capacité d'intervention politique pour construire les luttes et le Parti.

Cependant cette structuration par secteur d'intervention n'est pas contradictoire avec deux choses tout aussi fondamentales : la construction de commissions lycéennes qui regroupent plusieurs comités lycéens et des lycéens isolés sur un département ou une région ; la construction de comités jeunes qui regroupent différents secteurs d'interventions dans la jeunesse, les lycéens, les étudiants et les jeunes travailleurs sur la base d'une zone géographique. Cette logique d'ensemble ne correspond pas forcément à toutes les réalités locales mais elle peut donner un cadre type de structuration à adapter ensuite en fonction de la réalité.

D'abord, construire des commissions lycéennes départementales ou régionales regroupant plusieurs lycéens donc plusieurs réalités et pratiques locales. Ces commissions permettent de se coordonner, de discuter de la situation politique, dans les lycées, de faire des tours des lycées pour mettre en place l'activité, écrire des bulletins lycéens... Elles peuvent être très utiles particulièrement en période de mouvement lycéen ou contraire dans les phases difficiles de reflux suite à la fin d'une mobilisation qui n'a pas gagnée comme cette fin d'année. Dans ces périodes, c'est un cadre qui doit permettre de tirer les bilans collectivement de manière précise. Il peut être animé par des topos de formations politiques et surtout il doit être rigoureusement préparer pour être utile, efficace et intéressant.

Ensuite, construire des comités jeunes rassemblant les lycéens, les JT et les étudiants est une chose importante pour avoir une intervention cohérente dans la jeunesse. En regroupant tous les jeunes quelque soit leur secteur d'intervention doit permettre à l'ensemble des jeunes d'avoir une meilleure vision d'ensemble des enjeux généraux et non une vision parcellaire de la situation à travers

le prisme de son secteur. C'est aussi un cadre qui doit permettre aux plus jeunes camarades de progresser plus rapidement grâce à cette vision d'ensemble et aux liens tissés avec des camarades plus expérimentés. Le comité doit être un cadre de formation de base pour tous les militants. C'est un cadre d'homogénéisation à tous les niveaux : sur le plan de la formation comme sur le plan de l'orientation politique et de l'organisation des tâches. Il s'agit donc de construire des comités lycéens propres quand cela est possible et des comités jeunes dans un même temps. D'un point de vue de la construction d'ensemble sur la durée, ce type de structuration peut permettre de renforcer la cohérence et l'efficacité d'intervention dans la jeunesse. En participant au comité jeune, les lycéens se familiarisent et ont une vision de l'activité future à laquelle ils pourront être confrontés par la suite en tant qu'étudiant ou JT.

Dans ces comités jeunes, la mise en place d'équipe d'intervention sur les lycées, composées de lycéens et d'étudiants (ou JT) peut être un moyen d'améliorer l'intervention sur les lycées. Un étudiant (ou un JT) comme référent, comme suivi peut aider à structurer l'intervention sur un bahut. Il a un regard extérieur plus neuf pour y voir plus clair quand la situation est difficile. Il a souvent plus d'expérience et peut apporter son aide pour mieux comprendre la situation politique et les enjeux généraux. Il peut aider à organiser et faire les distributions de tracts (cela est même indispensable quand le lycéen du NPA est seul militant dans le lycée). Il peut aussi aider à la préparation technique et politique de comités lycéens, de réunions publiques ou d'une lutte. La mise en place des équipes d'interventions, avec des suivis qui ne sont pas lycéens, devient indispensable pour intervenir dans des lycées où nous ne sommes pas présents à l'intérieur, pour se construire sur de nouveaux lycées. Les suivis doivent être attentifs et à l'écoute des lycéens, ils ne doivent en aucun cas imposer leur vision des choses. Il s'agit de construire des équipes d'interventions de choc et de faire le lien avec l'activité et l'actualité sur les facs car le projet du gouvernement de casse de l'éducation est cohérent et que les dynamiques des mouvements lycéens et étudiants sont liées.

Fanny (Nanterre)

12) Contribution du Comité lycées Toulouse

Bilan de construction du comité.

Avant le début du mouvement contre les suppressions de postes, seuls deux lycéens étaient présents dans l'organisation. Aujourd'hui, le comité lycées toulousain regroupe une grosse quinzaine de militants (1/3 d'ancien JCR, 2/3 de nouveaux camarades NPA), dispersés sur 7 lycées. Notre comité s'est avant tout construit dans les mouvements lycéens. C'est notre implication dans la grève, ainsi qu'une présence régulière sur les lycées depuis quelques années qui a permis cette progression. Pour permettre l'intégration de tous les camarades, nous avons insisté sur l'importance de la rotation des tâches, et avons créé un bureau de comité qui s'occupe des tours d'appel, du tirage des tracts, ..., pour ne pas que toutes les tâches reposent sur le dos d'un ou deux camarades.

Implication du comité dans la grève

Le nombre de mouvements lycéens de ces dernières années montre la combativité des lycées et l'importance du militantisme dans les lycées. Cette année par exemple, même si la grève contre la réforme Darcos, la suppression des BEP et les suppressions de postes n'a pas été victorieuse, elle a au moins pu accélérer le départ du mouvement étudiant actuel. C'est parce que nous ne sous-estimons pas le rôle qu'ont eu et pourront avoir les mouvements lycées que nous avons pu nous développer largement dans les lycées ces dernières années. A Toulouse, notre comité a clairement joué un rôle central dans la lutte lycéenne. Tous les camarades défendaient sur leur lycée et dans la coordination lycéenne locale une orientation et une stratégie claire pour la suite du mouvement. Cette orientation est rapidement devenu majoritaire, y compris parce que nous étions la seule force politique réellement impliquée dans la grève, ou tout simplement dans les lycées. La situation politique dans les lycées n'est en effet pas la même que sur les facs ou dans le reste du monde du travail. Sur une très grande partie du territoire, seul le NPA est réellement présent. Les syndicats lycéens quels qu'ils soient ne sont pas massivement implantés, et n'ont pas l'écho que peuvent avoir les syndicats étudiants par exemple. Nous pensons donc que la priorité pour notre organisation est de défendre partout l'importance de l'auto-

organisation, en construisant des coordinations locales et nationale solides. La faiblesse des dernières coordinations nationales lycéennes ne nous a par exemple pas permis de relancer un mouvement massif après les vacances de Noël. Nous avons été moteurs dans la construction de la Coordination des Lycées Toulousains, qui gère la mobilisation et représente une vingtaine de lycées, ce qui ne nous a pas empêché d'apparaître politiquement comme des militants du NPA (autocollants en manifestation, tracts npa distribués dans les lycées, ...). C'est aussi grâce à notre apparition politique que nous avons pu recruter sur les bases que nous défendions dans la lutte (convergence des luttes, position politique sur les soit disant « casseurs », ...)

Perspectives

Presque chaque année, les comités lycées sont à reconstruire. La plupart des camarades sont en Première et en Terminale, et le militantisme dans les lycées et donc souvent rapide. Nous devons continuer à être présents sur tous les lycées, même ceux où il n'y pas de camarades. Même après la fondation du NPA, nous devons chercher à nous étendre sur de nouveaux lycées. Nous devons aussi pouvoir tirer les bilans des derniers mouvements lycées, pour ne pas refaire les mêmes erreurs et avancer tous ensemble dans le bon sens. Sur Toulouse, les lycées professionnels ou ceux des quartiers populaires sont de plus en plus centraux dans la mobilisation. Ce sont ceux qui ont impulsé en premier la grève en décembre, et qui sont restés nombreux en manifestation jusqu'en janvier. Cependant, ces lycées ont aussi été confrontés à une certaine réticence de la part de certains lycées généraux. Notre rôle est de pouvoir éviter la séparation lycées généraux/ lycées professionnel, en cherchant par exemple à intégrer tous les lycéens aux tâches d'animation, au service d'ordre, etc. Il y a maintenant presque deux mouvements lycéens par an, mais nous manquons aussi de plus en plus d'organisation. Si nous voulons ressortir victorieux de la prochaine mobilisation, il nous faut construire une coordination nationale forte, représentative, qui puisse donner l'orientation à la grève au niveau national. A l'échelle locale, nous devons aussi pouvoir ré-insister sur l'importance des assemblées générale, des comités de lutte, ... Enfin, nous devons aussi reposer la question du blocage, non pas comme une fin en soi des mobilisations, mais comme une nécessité à la présence massive de lycées en manifestation.

Comité lycées Toulouse

13) Secteur jeune : au boulot !

Lors de la fondation du NPA et donc de son secteur jeune, nous avons décidé que celui-ci réunirait étudiants, lycéens et également jeunes travailleurs. Le but de ce texte est de partir de l'expérience toulousaine concernant ce secteur d'intervention afin de démontrer la centralité de celui-ci et de donner un certain nombre d'éléments et perspectives à l'ensemble des camarades du NPA jeunes.

D'années en années, le nombre de jeunes travailleurs est de plus en plus important au sein de la société. Non seulement plus d'un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour financer ses études, mais de nombreux jeunes entrent maintenant sur le monde du travail très tôt, sans être passés par la case lycée et université. Les conditions de vie et de travail de ces jeunes s'avèrent le plus souvent très dures : taux de chômage des jeunes supérieur à 20% et à 50% dans les quartiers populaires, interdiction du RMI pour les moins de 26 ans, exploitation des apprentis par les patrons (leurs salaires étant la majorité du temps inférieurs à la moitié du SMIC). La possession d'un diplôme ne rend pas automatique l'accès à un emploi de qualité, mais l'absence de celle-ci présage généralement un enchaînement de galères et d'emplois précaires. De nombreuses mobilisations de cette jeunesse précaire ont eu lieu ces dernières années : pizzat hut, mac do, fnac... et la place qu'elle a occupé dans les mobilisations de l'ensemble des travailleurs dans la dernière période est très importante.

Au vu de ses éléments, il est aujourd'hui nécessaire que nous soyons en capacité d'organiser ces jeunes, d'intervenir sur ce milieu. Ceci ne va pas sans difficultés...

Déjà, avant la fondation du NPA, l'organisation de jeunesse de la LCR, les JCR, avait fait ce constat, mais de nombreuses difficultés étaient alors apparues. Traditionnellement dans notre courant, intervenir dans la jeunesse signifiait intervenir auprès de la jeunesse scolarisée, notre organisation était à l'origine presque uniquement constituée de lycéens et d'étudiants. Mais de plus en plus de camarades étudiants sont devenus également salariés, puis de nouveaux camarades uniquement jeunes travailleurs sont arrivés. Ce bouleversement

au niveau sociologique de l'organisation nécessitait donc de déterminer de nouveaux axes d'interventions et les premiers pas n'ont pas été évidents... Car s'ajoute à cela le fait qu'il n'existe pas de modèle type du « jeune travailleur », il existe de nombreuses situations., de nombreux lieux d'intervention sans qu'il y'ai concentration de plusieurs milliers de JT sur le même site... Du travail à tout de même été effectué, et plusieurs années après nous disposons d'une vision plus claire de ce que nous devons faire et élaborer en direction de ce milieu qui est central au vu des faits évoqués plus haut.

La création du NPA a permis un nouvel élan avec l'arrivée de nombreux camarades jeunes travailleurs ; la plupart précaires et chômeurs. De nombreuses discussions ont eu lieu sur la pertinence de la participation de ses jeunes au secteur jeune du NPA, il est en effet pas évident au premier abord de voir le lien entre un jeune dans cette situation et un lycéen. L'expérience à tout de même été tentée et le temps montre que nous avons eu raison. En effet après maintenant presque un an d'existence le comité JT de Toulouse fonctionne, et mène une réelle activité. En termes de fréquentation d'abord, puisque le comité réunit un groupe de huit personnes de façon régulière et plus largement une quinzaine. Au niveau des interventions, en élaborant du matériel spécifique de manière régulière nous avons ciblé plusieurs champs : les Centre de Formation pour Apprenti, les jeunes travailleurs du CROUS ainsi que les travailleurs sociaux en formation. Nous essayons de l'élargir en direction des travailleurs les plus précaires (Mcdo, foyer de jeunes travailleurs...) avec toutes les difficultés que cela implique, mais cela avance petit à petit. Les formations régulières ont également largement contribué à sa pérennisation.

Ce comité a toute sa place dans le secteur jeune: participation au secrétariat jeune, aux assemblées générales, aux formations... et c'est en partie le fait que l'ensemble des jeunes participent à l'élaboration de l'orientation et donc à l'activité en direction de ce milieu qui à fait que nous en sommes arrivés là aujourd'hui. Il existe bien évidemment des liens très étroits avec le parti dans son ensemble : participation au comité entreprise, à la CILT..., l'existence d'un comité JT nous a permis d'être force de proposition et d'initiative dans ces différentes instances, ce qui n'aurait pas été le cas si nous avions été isolés.

La dernière formation jeune grand sud des 25 et 26 avril nous a permis de dresser un bilan d'étape et de déterminer un certain nombre de perspectives, dont il nous semble central que l'organisation se saisisse.

A partir de l'expérience toulousaine, un comité JT s'est monté à bordeaux et celui ci commence désormais à se stabiliser et avoir une réelle activité. Sa création a notamment été permise par des liens réguliers et une mutualisation du matériel, il nous faut désormais mettre cela en place au niveau national. Un bulletin JT va être proposé à l'ensemble de l'organisation dans les jours à venir, il serait bien qu'a terme celui-ci paraisse de façon mensuelle. De plus de nombreux camarades JT sont « isolés » c'est pourquoi il faut que nous prenions le réflexe systématique d'envoyer tout le matériel élaboré sur ces questions (tracts, formations...)

La CNJ d'octobre doit être l'occasion pour que l'ensemble du secteur jeune du NPA se saisisse de ses questions et pour que nous soyons réellement en capacité d'intervenir de manière coordonnée sur ce milieu qui s'avéra central dans les années à venir.

Comité jeunes travailleurs Toulouse

14) De quel journal avons nous besoin ?

Les 5 premiers mois d'existence de notre jeune organisation ont été mouvementés. Grèves interprofessionnelles le 29 janvier, 19 mars, journée du 1er mai, mouvement sur les universités, contre-sommet de l'OTAN, et plus récemment la grève chez EDF-GDF, les séquestrations de patrons et occupations d'usines, la mobilisation des personnels hospitaliers contre la loi Bachelot. Et les travailleurs Guadeloupéens ont obtenu la première victoire significative pour notre camp social depuis l'élection de Sarkozy après la grève générale historique. Ces mobilisations ont testé l'efficacité de notre parti, et globalement nous avons pu être à l' hauteur du défi. Cependant, une question importante va devenir cruciale pour la période qui vient: comment coordonner une intervention dans les différentes luttes au niveau de toute l'organisation , tout en les liant à notre projet politique anticapitaliste? L'extension de ces luttes vers un « mouvement

d'ensemble » capable de menacer le système ne se fait pas spontanément, mais est le produit d'un travail militant conscient. Il est donc nécessaire que les militants aient une vision globale de la situation, qui leur permettra une intervention plus efficace dans les luttes. L'outil le plus important de l'intervention politique du NPA est un journal militant, vendu régulièrement et approprié par l'ensemble des membres du parti.

L'importance du journal pour le NPA

Un journal pour un parti anticapitaliste trouve son importance justement par le fait qu'il n'est pas écrit par des journalistes professionnels mais par les militants du parti-ceux qui participent vraiment aux luttes plus qu'ils ne les observent. Par ce biais-là, nous pouvons plus facilement faire le lien entre nous et les mouvements dans tous les différents secteurs. Nous devons à la fois apprendre de ceux-ci et développer une analyse qui puisse leur permettre de gagner. Un journal militant devrait aussi parler des préoccupations des travailleurs et des jeunes et leur donner une perspective de résistance. Pour reprendre un exemple historique: en 1967, après le meurtre d'un jeune noir par la police, les Black Panthers ont publié le premier numéro de leur journal. La circulation de celui-ci, qui dénonçait le meurtre mais qui mettait aussi l'accent sur la nécessité de la résistance armée face aux flics, leur a gagné le soutien auprès de la population noire locale pour une manifestation armée devant les autorités de l'État de Californie une semaine plus tard. Dans les années qui suivirent, alors que le mouvement Black Power éclatait partout, leur parti se renforçait et le journal devint un 24 pages hebdomadaire avec 250.000 ventes par semaine.

Tout est à nous doit parler des préoccupations immédiates des travailleurs et des jeunes: les licenciements, réformes dans l'éducation, répression contre les grévistes et dans les quartiers, mais aussi de questions plus « théoriques » comme le racisme, l'oppression des femmes, histoire du mouvement ouvrier, etc. S'il n'est pas possible de parler de tout à la une du journal, on devrait pouvoir trouver des sujets centraux auxquels peuvent s'identifier de larges couches de la population. Mais en plus d'assurer une circulation large parmi les travailleurs pour être une arme contre l'idéologie dominante, notre journal doit pouvoir être un outil pour faire le lien entre les militants eux-mêmes. Le journal doit pouvoir diffuser des analyses de la situation

politique, des comptes-rendu de luttes locales et nationales et des points de vue différents pour ainsi faciliter la communication entre militants aux divers coins du pays, où la situation n'est pas toujours la même. En tant que militants anticapitalistes, il est fondamental qu'on fasse les bilans de différentes mobilisations pour apprendre ce qui a marché et donc qu'il faut répéter plus largement, et aussi les erreurs qu'il vaut mieux essayer d'éviter. La formule de Lénine du journal comme « échafaudage autour d'un bâtiment en construction » est encore valide dans le sens où le journal est l'outil qui nous permet d'avancer au quotidien dans la construction de notre parti et, par conséquent, dans la cohérence de notre intervention dans les mouvements.

Aujourd'hui on ne peut pas dire que Tout est à nous ait été approprié par l'ensemble du NPA. Par ailleurs il est assez compréhensible que, pour une nouvelle organisation politique, la tradition de vente systématique ne soit pas automatiquement donnée (et encore moins la rédaction d'articles par des nouveaux militants). En même temps, là où les militants font l'effort de le vendre dans les manifs, sur les facs et sur les quartiers on rencontre un véritable succès. Pour que l'ensemble des militants s'emparent de Tout est à nous (en l'achetant, le vendant et y écrivant) dans les semaines et mois à venir, il va falloir un travail volontariste de notre part, mais il sera également nécessaire que l'hebdomadaire se tourne vers les secteurs en lutte et, un secteur particulièrement important, celui de la jeunesse.

Tout est à nous en direction de la jeunesse

Comment articuler l'intervention du NPA dans la jeunesse ? La jeunesse doit-elle être un secteur privilégié pour le NPA ou est-elle un simple thème à traiter parmi d'autres ? Nous pouvons répondre en citant simplement le nombre de mouvements qui ont impliqué les jeunes ces dernières années. En fait si on regarde juste le milieu des jeunes scolarisés, on voit qu'il est de loin le secteur le plus régulièrement en lutte et qui réussit à entraîner les salariés.

A une époque où les liens entre étudiants et travailleurs est plus fort que jamais (aidé par le fait qu'un étudiant sur deux est déjà salarié), et qu'une génération de jeunes a accumulé

rapidement de nouvelles expériences militantes, le NPA risquerait de rater une grande opportunité dont les conséquences pourraient être graves s'il n'avait pas le souci de se tourner dans son ensemble vers la jeunesse. Dans les quartiers, sur les facs et lycées, les outils du NPA doivent parler des préoccupations des jeunes et de leurs mouvements et revendications.

Si nous pensons que la jeunesse est extrêmement importante dans la lutte de classes, nous devons articuler les préoccupations des jeunes (réformes dans l'éducation, stratégie du mouvement, précarité salariale, guerre et racisme, etc.) avec celles des secteurs salariés. Pour le faire notre outil principal est Tout est à nous. Ces préoccupations sont-elles différentes chez les jeunes que chez les salariés? A certains moments oui, mais si nous voulons renverser le capitalisme nous devons faire de notre mieux pour que ces préoccupations convergent! La jeunesse n'est pas un bloc homogène et les jeunes autour de nous sont aussi intéressés plus largement par les problèmes dans toute la société- encore plus en période de mobilisation. A Paris 7, 40 étudiants grévistes sont partis manifester contre l'OTAN à Strasbourg. Également, de nombreux étudiants, sympathisent avec les séquestrations de patrons (évoquées dans le numéro 6 de Tout est à nous). Il n'est pas vrai qu'un tel sujet nécessiterait deux approches différentes: un article 'salariés' et un article 'jeunes'. Si l'on pense qu'un article pourrait s'adresser plus aux jeunes, alors parlons-en avec le comité de rédaction (actuellement il n'y a aucun jeune à la rédac).

Le problème qui se pose au niveau de tout le NPA est celui de la multiplication de nos publications en fonction des secteurs d'intervention. Ce n'est pas possible ni envisageable de créer aujourd'hui de multiples journaux, alors que nous n'avons pas réussi à ce que Tout est à nous soit véritablement le journal central de tout le NPA. Avant tout problème technique qui peut en découler, il s'agit d'une question de grande importance politique. Le parti dans son entier doit être en position d'assumer sa politique globale. En vendant le journal, tous les militants font le même test vis-à-vis de la stratégie du NPA envers les gens à qui on s'adresse. De plus, l'idée d'un journal jeune avec un nom différent représente un souci de la cohérence de notre intervention politique. De fait, si un journal jeune s'occupe des questions jeunes, le journal « non jeune » s'en déchargera.

Comme nous avons identifié la jeunesse comme un secteur particulièrement important, nous pensons qu'il est juste de s'adresser à elle de manière volontariste. C'est pour combiner cette préoccupation à celle d'un journal efficace et central pour le NPA que nous faisons la proposition suivante.

Comment y arriver ?

Nous soutenons l'idée « 2 en 1 » proposée au Secrétariat Jeune, c'est-à-dire d'un 4 pages jeune hebdomadaire à insérer dans Tout est à nous. Ce journal sera donc vendu et pris en charge par tous les comités: jeunes, quartiers, entreprise. Cette proposition pourra faciliter le développement d'une politique en direction de la jeunesse qui soit assumée par tous les comités-pour que tous les militants soient en mesure de s'adresser aux jeunes. En fonction du lieu de vente le 4 pages serait soit inséré dans le journal soit utilisé comme une. Par exemple, lors d'un mouvement étudiant ou lycéen le quatre-pages pourrait être plus utile comme une du journal. Cette formule nous évite aussi un long débat sur un possible nom différent pour un journal jeune. Si le journal est l'outil par lequel on expose publiquement les positions du parti, ces positions doivent être le produit de discussions du NPA dans son entier. Pour cela il vaut mieux que le 4 page jeune s'appelle simplement Tout est à nous jeune. Ce 4 pages, aux mêmes formes et couleurs que Tout est à nous, sera donc partie intégrante de ce dernier.

Le système 2 en 1 permettrait une élaboration des questions spécifiquement jeunes par les jeunes, qui seront donc associés régulièrement à la parution de l'outil de presse central du NPA. Pour que cela s'accomplisse, il faudra la participation de plusieurs jeunes au comité de rédaction de Tout est à nous qui auront comme tâche de proposer des articles aux jeunes du NPA et assurer la sortie régulière du 4 pages (1 à 4 fois par mois en fonction des possibilités des militants), mais aussi assurer que le journal dans son entier traite de questions « jeunes ».

On ne peut pas nier que cela demandera un haut niveau d'organisation. Mais un des objectifs au départ était d'organiser la nouvelle génération militante. Relevons le défi !

John (Paris 7), Marie (Paris 7), Goulven (Paris 8)

15) Construire le NPA dans la jeunesse, une volonté qui doit se donner les moyens de sa réussite

Les jeunes sont et doivent être une priorité dans la construction de notre parti. Ces dernières années ont été riches de luttes pour les jeunes : les luttes contre le CPE, les lois Darcos, les suppressions de postes, les lois LRU et Pécresse sont celles qui sont généralement citées. Celles ci concernent essentiellement la jeunesse scolarisée. Dans une autre mesure et dans d'autres cadres, d'autres luttes portées par les jeunes ont existé : révoltes dans les quartiers populaires, mobilisations des précaires, grève dans le privé comme dans le public dont les jeunes sont souvent les moteurs, soutien à la Palestine. Car elles sont sûrement plus difficiles à comprendre celles ci sont fréquemment omises de l'analyse qui est faite par notre courant des mobilisations de la jeunesse.

Qu'elles appartiennent aux premières ou aux secondes, les mobilisations des jeunes sont en tout cas nombreuses dans la période récente. Le ras le bol de la société actuelle, de ce système est un sentiment fort pour toute cette génération. Pourtant un rapide coup d'œil à la pyramide des âges des militants au moment de la fondation du NPA permet de se rendre à l'évidence : les capacités de mobilisation, la radicalité ne se traduisent pas par un engagement massif des jeunes dans le NPA.

Alors par delà la révolte, comment gagner cette génération mobilisée à l'idée de transformation révolutionnaire de la société ? Comment construire avec les jeunes notre parti pour renverser le système ?

Ces questions sont centrales et doivent être posées si l'on veut réellement intervenir efficacement en direction de la jeunesse, des jeunesses (le débat reste ouvert).

Les concentrations scolaires sont des lieux privilégiés pour développer notre action politique : les jeunes y sont présents en masse, ce sont des lieux de développement de l'esprit critique et la scolarité correspond souvent à une période de plus grande disponibilité en terme horaire . De plus les attaques massives du gouvernement en direction de l'Education Nationale nous donnent des occasions permanentes de convaincre de nos idées.

Afin de renforcer notre efficacité et de faire évoluer, partager nos analyses, le secrétariat jeune doit

tisser des liens forts avec la commission Education Nationale. Un camarade pourrait ainsi être membre à la fois de la commission EN et du SJ.

Dans les lycées

Il s'agit de gagner à nos options politiques les lycéens, de développer partout et régulièrement notre apparition.

Pour cela il est nécessaire de former des réseaux dans tous les lycées, qui seraient organisés soit par des militants du NPA, soit autour de jeunes sympathisants. Ces personnes agiraient comme des sentinelles dans leur bahuts, relayant les infos. Les infos ainsi collectées doivent nous permettre là ou c'est possible de rédiger des versos de tracts qui reprennent les infos en les mettant en perspective avec la logique plus globale du système. Rédiger un tract est un acte fort, politisant pour un jeune militant. La rédaction de ces versos doit être l'occasion de discussions : discussion sur la situation politique et discussion stratégique, c'est l'occasion d'élaborer collectivement notre orientation et de préparer ensemble les prochaines mobilisations. C'est la même stratégie qui peut nous permettre de construire dans IUT, les écoles post-bac (type école d'éduc, d'AS...) et d'organiser les jeunes qui font des formations courtes de type CAP.

Dans les facs :

L'entrée à la fac correspond généralement à un changement de mode de vie. De nouveaux horizons s'ouvrent alors pour de nombreux jeunes, nouveaux horizons qui peuvent correspondre à une prise de conscience. C'est par notre action militante que nous construisons massivement dans les facs. L'université doit être le lieu d'un militantisme tous azimuts, nous devons multiplier nos apparitions et les formes de celle ci :

- Diff de tracts, tenue de table, porte à porte dans les cités U, happening...
- Participer et être à l'offensive pour construire des cadres de mobilisation unitaire, dans lesquels nous interviendrons de façon dynamique et constructive.

La construction d'un secteur jeune fort passe par l'implication des jeunes travailleurs dans le NPA.

Le contexte actuel oblige nombre de jeunes à travailler soit par choix volontaire ou contraint, la dimension de choix reste cependant très relative et est trop souvent induite par la situation sociale des familles. Certains jeunes sont également forcés à se salarier pour financer une poursuite d'études.

Ces jeunes travailleurs, qu'ils en soient conscients ou non, appartiennent à notre camp social. Nos

efforts doivent être accentués pour réussir à gagner à notre projet ces jeunes. Le sort réservé aux jeunes travailleurs est souvent honteux : intérim, stage, CDD, temps partiels et tout ça pour des salaires de misère.

Deux commissions mènent un travail particulier envers les travailleurs (CILT et précarité), nous devons renforcer les échanges avec elles, être force de proposition pour des travaux en commun.

D'ores et déjà nous pouvons augmenter notre force de frappe en direction des jeunes travailleurs. Ceci demande du volontarisme car ce n'est pas le secteur ou nous sommes le mieux coordonnés/implantés, mais c'est possible :

- Campagnes d'affichage ciblées, tant sur le fond que sur les lieux de collage
- Soutien massif lors des grèves dans les boîtes spécialisées dans l'emploi de jeunes précaires
- Présence devant les salons de job étudiant
- Mobilisation lors des campagnes de recrutement spécialement destinées aux jeunes (armée, police...)

Si les jeunes des quartiers populaires font aussi parti des secteurs précédemment cités, la construction de notre courant dans la jeunesse des quartiers nécessite néanmoins une volonté politique particulière. En effet, sans misérabilisme ni condescendance, il s'agit de regarder en face la réalité sociale : faible taux d'accès au bac et de poursuite d'étude dans le supérieur, taux de chômage plus élevés qu'ailleurs. De plus ces difficultés sociales s'ajoutent, se combinent et sont à la fois la conséquence de toutes une série de discriminations spécifiques liées au territoire : discrimination à l'adresse, enclavement, habitat dégradé. Dans ces quartiers être jeune est également synonyme de contrôles policiers répétitifs et humiliants. Cette situation, alliée au dégoût des politiques de droite comme de gauche qui ont toujours promis mais n'ont jamais rien changées, conduit à la révolte : c'est ce qui s'est passé en novembre 2005. La colère est légitime, donnons lui une traduction politique.

Dans le NPA, un travail quartiers populaires est déjà en place, nous devons nous associer à cette commission et mettre en place des actions :

- rencontre et participation à des projets communs avec les assos de quartiers
- mobilisation massive lors de problème entre les jeunes et les flics
- campagnes d'affichage ciblées sur les discriminations spécifiques
- Organisation de réunion chez les gens à partir de contacts (réu tupperware)

Toutes ces actions impliquent une présence régulière préalable et la présence, si aucun militant n'y vit, de personne relais sur les quartiers.

Ces réflexions constituent des pistes, des bases qui doivent susciter des débats être enrichies, corrigées, critiquées. Il ne s'agit aucunement de donner un mode d'emploi ou d'établir une liste exhaustive des actions à mener.

Ne nous leurrions pas, les questions soulevées ici ne seront en aucun cas résolues par des décisions organisationnelles et plusieurs mois/années ne suffiront pas à nous donner les moyens de nos ambitions. Réussir là où nous avons précédemment échoué, et ce quelques soient nos appartenances (ou non appartenances) antérieures, nous impose une réflexion collective importante. Cette réflexion doit être celle de l'ensemble du NPA, car dans le système actuel les attaques et les oppressions se combinent les unes aux autres, et ce n'est qu'en les combattant globalement que nous pourrons gagner.

Margaux (Paris)